

CAHIERS

DE LA

GUERRE ECONOMIQUE

La guerre économique systémique

DEUXIÈME
PARTIE

#2

MAI 2020

EGE

**Les cahiers de
la guerre économique**

2

Deuxième partie

CONTRIBUTEURS



Nicolas MOINET.

Professeur des universités à l'IAE de Poitiers, Spécialiste de l'intelligence économique, intervenant à l'EGE et membre fondateur de l'EPGE (École de pensée sur la guerre économique)



Eric DELBECQUE.

Expert en intelligence économique et stratégique, intervenant à l'EGE et membre fondateur de l'EPGE



Jérôme LAPRÉE.

Directeur Achats / Supply Chain, intervenant à l'EGE

Éditorial	5
par Christian Harbulot	
Le <i>soft power</i>, clé de voûte de la guerre économique systémique	8
par Nicolas Moinet	
La volonté contre les forces profondes ou le décrochage des élites	36
par Eric Delbecque	
L'indispensable articulation Etat / entreprises dans la guerre économique systémique	64
<i>Souveraineté, création de richesse et infrastructures du commerce</i>	
par Jérôme Laprée	
La Chine est-elle en train de devenir une puissance dangereuse ?	86
Résumé de l'étude ¹ réalisée au printemps 2020 par la SIE 23 de l'Ecole de Guerre Economique	

¹ L'étude est téléchargeable à partir du site ege.fr.

Éditorial

Ce second numéro des **cahiers de la guerre économique** complète l'analyse du concept de guerre économique systémique. Le premier numéro avait précisé le cadre innovant de cette approche par rapport à la vision historique de la guerre économique. Il nous semble en effet vital de mettre en lumière la mutation en cours, c'est-à-dire le passage d'une lecture événementielle et thématique des rapports de force économiques à une grille de lecture globale de l'évolution des modes de domination et de dépendance. Ce changement de paradigme est analysé dans un premier temps sur le plan du Droit extraterritorial et à travers le processus de contrôle des données produites par les entreprises.

Le second numéro des cahiers de la guerre économique complète cette démonstration par l'examen d'une triple problématique : l'émergence d'un « *soft power* » de nature géoéconomique, le décrochage des élites françaises sur la question économique de la puissance, l'articulation

Etat/entreprises revue et corrigée dans le nouveau contexte de déstabilisation de l'économie mondiale.

La crise du covid-19 joue le rôle d'amplificateur des rapports de force économiques que masquait la pensée dominante en Occident jusqu'à l'arrivée de Donald Trump à la tête des Etats-Unis d'Amérique. Les problématiques de souveraineté redeviennent subitement un thème politiquement correct par le biais de la communication de certains chefs d'Etat.

Nous sommes cependant encore loin du compte. Le quart de siècle de travaux menés au sein de l'Ecole de Guerre Economique a permis une avancée théorique et pratique dont l'intérêt commence enfin à être pris en compte par certains secteurs de l'institution. C'est important, car en France, il s'agit d'un point de passage obligé pour avoir un début de légitimité durable. La création d'une vision partagée entre les acteurs publics et privés impliquera un très gros effort de volonté collective. Les intérêts personnels paralysent encore beaucoup trop les tentatives éparées de changement de mode de pensée.

Si la France et l'Europe ne veulent pas subir la loi du plus fort, il faudra trouver d'autres voies pour sortir de l'inertie qui nous a amenées aux contradictions actuelles.

Christian Harbulot



**Le soft power, clé de voûte de la
guerre économique systémique**

Par Nicolas Moinet

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

« La guerre économique systémique est un mode de domination qui évite de recourir à l'usage de la puissance militaire pour imposer une suprématie durable¹ ». Tel est le principe directeur d'une notion qui lève le voile sur des rapports de force géoéconomiques cachés dans la lumière, pour reprendre l'expression d'un des fameux 36 stratagèmes chers à la culture chinoise de la stratégie². Cette lumière aveuglante, c'est bien entendu l'idéologie néo-libérale qui pare les intérêts de puissance des États des habits du doux commerce et de la main invisible du marché. Or, l'histoire de la guerre économique³ nous rappelle qu'il n'en a jamais été ainsi, n'en déplaise au théoricien de la richesse des nations qui avait déjà omis dans son ouvrage majeur la question du commerce triangulaire, c'est-à-dire de la violence (pillage et esclavagisme) comme facteur explicatif de l'enrichissement des uns au détriment des autres⁴. Trois révolutions industrielles et deux guerres

1 Christian Harbulot, « La guerre économique systémique », *Les cahiers de la guerre économique* n°1, EGE, 2020, p. 29.

2 Cacher dans la lumière consiste à rendre visible de manière routinière un mouvement stratégique qui finira par ne plus attirer l'attention tant il fait partie du paysage là où le silence du secret aurait pu créer la suspicion. Lire à ce sujet Pierre Fayard, *Comprendre et appliquer Sun Tzu en 36 stratagèmes*, Dunod, 2017.

3 Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la guerre économique*, Paris, Perrin, 2016.

4 Voir à ce sujet la série documentaire d'Arte sur le capitalisme et notamment la première partie consacrée à Adam Smith : <https://www.dailymotion.com/playlist/x4bto8#video=x3rdroo>

mondiales plus tard (assorties des nombreux conflits associés), cette violence est loin d'avoir disparu, mais les puissances dominantes et leurs peuples ne peuvent plus l'accepter ouvertement. C'est pourquoi le passage d'une domination par la force (*hard power*) à une domination par la ruse (*soft power*) est une lame de fond de nos sociétés dites post-modernes.

La force et... la ruse

« Cette opposition entre force et ruse structure dès l'origine l'histoire de la stratégie dans le monde occidental » explique l'historien Jean-Vincent Holeindre dans une somme consacrée au sujet. Et de conclure : « Nous éprouvons aujourd'hui de la difficulté à nommer « guerres » ces conflits de ruse et, quand nous le faisons, nous les prenons pour ce qu'ils ne sont pas : des guerres « classiques » que la force brute, celle des bombes par exemple, serait en mesure de régler. (...) A vrai dire, nous ne sommes pas encore sortis – particulièrement en France où l'imaginaire aristocratique et chevaleresque demeure puissant – de cette arrogance de la force et de ce mépris de la ruse (...) ce faisant, nous ne voulons pas véritablement nous résoudre à penser et à faire la guerre autrement.⁵ »

⁵ Jean-Vincent Holeindre, *La ruse et la force (une autre histoire de la stratégie)*,

Cette analyse qui concerne le domaine militaire s'applique parfaitement à la guerre économique et explique pourquoi les élites françaises refusent, dans leur grande majorité, de concevoir l'économie en termes de rapports de force et d'intérêt de puissance⁶. Dès lors, ces « élites » iront puiser dans les théories qui les arrangent les facteurs explicatifs d'une impuissance déguisée en pacifisme ou en fausse naïveté, se défaussant allègrement, au passage, sur les instances supranationales comme si celles-ci n'étaient pas la résultante de jeux d'influence nationaux. Cette analyse explique également pourquoi la figure de l'espion – terme choisi à dessein – fut ignorée ou rejetée dans les pays où la ruse n'était pas stratégiquement correcte et pourquoi elle fut encensée, ou du moins reconnue, dans ceux qui avaient fait le choix inverse, Grande-Bretagne, Japon et Allemagne en tête⁷.

La guerre économique systémique, sans ignorer totalement la force et la coercition⁸, est par essence

Paris, Perrin, 2017, pp. 388-389.

⁶ Voir l'article d'Éric Delbecque dans ces cahiers sur « La volonté vaincue par les forces profondes ou le décrochage des élites françaises dans la guerre économique ».

⁷ Laurent Nodinot, Marc Elhias, *Il nous faut des espions*, Paris, Robert Laffont, 1988.

⁸ Rappelons que l'extraterritorialité du droit américain est un encerclement cognitif sur fond de lutte anti-corruption qui finit par recourir à la coercition judiciaire, l'emprisonnement et une certaine forme de brutalité dès lors que

fondée sur la ruse qui donne la prime à l'attaquant et à l'action invisible en privilégiant les multiples formes d'encerclement cognitif que lui offre la société de l'information. Ainsi, pour Christian Harbulot, « Les stratégies d'encerclement cognitif par la production de normes, de droit, ainsi que par l'orchestration de parties prenantes de la société civile, sont d'autant plus efficaces, qu'elles masquent l'esprit de conquête par des éléments de langage moralisateur. C'est cet art de la duplicité qui fait que la nouvelle guerre économique est encore plus opaque que la précédente.⁹ ». Et de citer les exemples d'une Chine protectionniste défendant le libre-échange à Davos ou de ces entreprises de la Silicon Valley qui, se pensant investies d'une mission quasi-messianique, construisent pourtant chaque jour davantage une société dystopique qui donnerait des cauchemars aux regrettés George Orwell et Aldous Huxley s'ils étaient encore parmi nous. Mais si de tels discours trouvent écho et se maintiennent dans le paysage intellectuel et médiatique jusqu'à devenir l'horizon de la pensée, ce n'est pas seulement en raison de la pertinence de leurs arguments mais bien, comme nous l'enseigne l'histoire

la liberté se marchande auprès d'un procureur. Lire à ce sujet le témoignage édifiant de Frédéric Pierucci, *Le piège américain*, JC Lattès, 2019.

⁹ Christian Harbulot, *Manuel d'intelligence économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 3^{ème} édition, p 420.

des idées, parce qu'ils trouvent un terreau favorable cultivé par une stratégie de long terme : le *soft power*. Ce pouvoir « feutré » qui enveloppe de toute part apparaît donc comme la clé de voûte de la guerre économique systémique. Il est au cœur du *leadership* technologique américain et, dans une moindre mesure, chinois. Au XXI^e siècle, l'ignorer ou en réduire la portée revient à faire une croix sur sa souveraineté et donc sur sa liberté stratégique.

Un pouvoir « feutré » qui enveloppe de toute part

Vieux comme les Empires (souvenez-vous de Constantin et du Christianisme...), le *soft power* a été conceptualisé dans sa version récente aux États-Unis¹⁰, nation où les universitaires conseillent les Présidents. Il est essentiel, avant d'aborder son rôle dans la souveraineté technologique, de rappeler les fondements d'un concept dont la paternité revient à Joseph Nye, Professeur à Harvard mais également sous-secrétaire d'État de l'administration Carter puis secrétaire d'État adjoint à la Défense de Bill Clinton. Le *soft-power* apparaît à Nye comme la clé pour lutter contre le déclin annoncé de

¹⁰ Lire le très complet Hors-Série n°7 de la revue *Conflits : Séduction et manipulations : le soft power américain*, printemps 2018.

l'Empire américain et s'opposer plus particulièrement aux thèses de Paul Kennedy auquel il reproche de ne considérer l'hégémonie impériale qu'en termes de coercition (*hard power*)¹¹.

Notons, au passage, que les politiques français, enfermés dans les schémas d'une haute administration qui ne voit du système américain que les éléments qui la conforte dans ses positions et ignore le plus souvent ses propres universitaires, feraient bien de méditer cette citation de Joseph Nye : « *Soft Power is an academic concept that has migrated to the front pages of newspapers and been used by top leaders in China, Indonesia, Europe, and elsewhere*¹². » Ce pouvoir « doux » - mais préférons la traduction de « pouvoir feutré » proposée par Gérard Chaliand face à un pouvoir « brut »¹³ - vise à légitimer une position dominante en diminuant la résistance des autres à son *leadership* par un jeu de séduction et de co-décision. On pense immédiatement à l'*American Way of Life*, à *Mc Do*, aux *jeans* et bien évidemment à *Disney* ou aux super-héros de *Marvel*... Mais ce rêve américain est tout sauf

11 L'américain Joseph Nye publie en 1990 un ouvrage intitulé *Bound to Lead* (BasicBooks) en réponse à celui du britannique Paul Kennedy sorti trois ans plus tôt : *Rise and Fall of the Great Powers* (Vintage). Voir à ce sujet l'analyse de Frédéric Munier : « Le *soft power*, un concept taillé pour les États-Unis », in *Conflits*, HS n°7, 2018, pp. 11-12.

12 Joseph S. Nye, *The Future of Power*, New York, Public Affairs, 2011, p 81.

13 Gérard Chaliand, « Le pouvoir feutré » in *Conflits*, op.cit., p 10.

une douce songerie et son soft power « nous étreint et nous enveloppe de toute part¹⁴ ».

Car s'il s'agissait juste de discuter de la diffusion des productions hollywoodiennes ou des séries de Netflix, le *soft power* ne serait finalement qu'une version *remasterisée* de l'influence culturelle, une dynamique porteuse de cette « honnête médiocrité » dont parlait le Président Thomas Jefferson. Mais le *soft power* est bien autre chose et sert avant tout à « blanchir » et à verrouiller le « leadership » (entendez domination) technologique américain par un double processus de formatage de la connaissance et de captation du savoir¹⁵. En effet, se jouant avant tout dans le monde dit « immatériel », la guerre économique systémique ne vise plus à soumettre l'autre par la force mais à le rendre dépendant par la technologie¹⁶.

Mais pour bien comprendre de quoi il est ici question, il est essentiel de ne pas confondre technologie et technique, la seconde restant au niveau du procédé (*tekhne*) quand la première relève de l'ordre du savoir et du discours (*logos*). Une confusion sémantique qui, comme souvent, peut avoir des implications pratiques

14 Pascal Gauchon, « Méfiez-vous des rêves » in *Conflits*, op.cit., p 5.

15 Christian Harbulot, « Le *soft power* économique américain » in *Conflits*, op.cit., pp. 46-47.

16 Christian Harbulot, « La guerre économique systémique », op. cit.

et même des conséquences stratégiques désastreuses en omettant de relier les deux dimensions que sont le matériel et l'immatériel, le contenant et le contenu. L'échec industriel de la France dans l'informatique puis dans l'Internet s'explique en partie par cette incapacité à relier les deux dimensions, contrairement aux japonais puis aux américains.

Prenons un exemple vécu il y a quelques années. A l'Assemblée Nationale était organisé un colloque sur la souveraineté numérique. Sur l'estrade se succédèrent des ingénieurs, tous plus brillants les uns que les autres. Mais là n'est pas la question. Le mot d'ordre : battre Google en développant un moteur de recherche européen plus performant. A l'époque, il s'agissait du projet *Quaero* lui-même issu de la technologie *Exalead*. A côté de ces ingénieurs expliquant la supériorité intrinsèque de leur technologie (sémantique vs statistique), aucun chercheur en sciences humaines, expert en marketing de l'innovation ou spécialiste en intelligence économique.

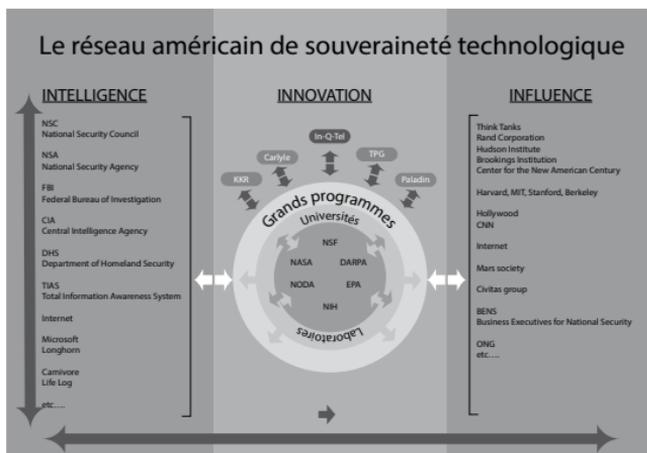
Ceux-ci auraient pourtant pu expliquer que Google, dont la maison mère n'a pas pris par hasard le nom d'Alphabet, est une entreprise messianique qui raconte une histoire et propose un univers, enveloppant ses outils d'un *storytelling* qui participe du *soft power* américain. Dès lors, l'ambition visée par ces ingénieurs ne fut évidemment

pas atteinte... parce qu'appréhender une telle technologie simplement d'un point de vue technique sans inclure le *soft power* dans sa politique de souveraineté numérique équivaut à vouloir gagner une guerre sans stratégie globale. Pourtant, le *leadership* technologique américain est là pour nous rappeler chaque jour cette évidence.

Soft power et leadership technologique américain

En 1991, la CIA commande le rapport *Japan 2000* à un panel d'experts tels que l'universitaire spécialiste du MITI Chalmers Johnson, Robert Mac Farlane, ancien assistant de Président Reagan au Conseil National de Sécurité ou Tim Stone, Directeur du renseignement global de Motorola, vice-président de cette compagnie et ancien spécialiste du renseignement scientifique et technologique au sein de la CIA. Bien qu'il dénonce en conclusion l'antinomie qui existe entre la culture économique japonaise et celle de l'Occident (et notamment des États-Unis), il n'en souligne pas moins le fait que le Japon a construit sa supériorité sur l'information et l'acquisition des connaissances et qu'il s'agit là d'une logique à imiter. Citons un extrait du rapport : « Il est indispensable que les américains continuent à produire de nouvelles technologies tout en sachant les protéger contre un pillage étranger afin de

mieux pouvoir développer leurs produits et conserver et même augmenter leurs parts traditionnelles sur les marchés mondiaux. Les inventions technologiques et les activités de renseignement sur un plan mondial constituent les éléments indispensables d'une puissance économique basée sur la connaissance. » Trop partial, le rapport *Japan 2000* ne sera jamais publié officiellement mais contribuera à la mise en œuvre d'une politique dite de « sécurité économique », un doux euphémisme pour signifier *leadership* mondial. Un schéma valant souvent mieux qu'un long discours, observons celui proposé par Jean-Claude Empereur sur le réseau américain de souveraineté technologique.



Source : J-C. Empereur

Cette schématisation, réalisée par un collectif d'anciens haut-fonctionnaires français préoccupés par la perte de souveraineté de leur pays, a le mérite de montrer comment le dispositif organisé suite aux revers industriels subis dans les années 70 et 80 face au Japon est en phase avec les principes de ce que nous nommons aujourd'hui guerre économique systémique.

Au centre, se trouve le cœur de l'innovation américaine dont le pilotage revient aux grandes agences : DARPA, NSF, NASA,... Celles-ci financent des laboratoires et universités qui par leur prestige et leurs moyens attirent les talents du monde entier (un *brain drain* devenant un *brain gain*¹⁷). Le financement public est considérable mais le financement privé l'est tout autant, les États-Unis possédant des fonds d'investissement (*private equity*) sans équivalent - Carlyle, TPG, KKR... -, n'hésitant pas à innover comme avec In-Q-Tel, le bras armé du capital-risque de la communauté américaine du renseignement. Celle-ci joue d'ailleurs avec ses nombreuses agences (CIA, NSA, FBI, etc.) un rôle majeur dans ce réseau de souveraineté technologique à la fois comme consommatrice de technologies et comme protectrice des intérêts américains (toujours d'un point de vue défensif évidemment !).

17 Julien Damon, « Brain drain et attractivité », in *Conflits*, op.cit., pp. 51-52.

Cette *intelligence* américaine (à gauche sur le schéma), ne se limite pas aux services de renseignement mais inclus dans une vision large du concept la gouvernance de l'Internet et surtout les entreprises de haute technologie dont les GAFAM sont l'emblème. Bien entendu les liens sont financiers (les budgets de la NSA arrosent certaines entreprises) et humains (les hommes passent facilement aux États-Unis d'un secteur à un autre, d'une agence de renseignement à une industrie, à un fonds d'investissement et même à une université). Bien entendu, il existe des facteurs plus classiques expliquant l'attractivité des entreprises de la silicon valley comme la liberté d'entreprendre, un management participatif, l'accès à de nombreux financements et une réelle qualité de vie près des plages californiennes. Mais le *soft power* y joue un rôle également important.

Et c'est là le troisième pôle (à droite sur le schéma) : l'influence. L'attractivité passe par la séduction et un storytelling qui se base sur une vision messianique (la *high tech* hippie californienne) mélange de réalité et de fiction (CNN, Hollywood), d'idéaux et de pression (ONG, associations), d'études de marché et de prospective stratégique (Cabinets de conseil, *Think Tanks*). Un chiffre parmi d'autres illustre le différentiel ainsi généré par un système dont l'agilité génère de la paralysie chez

les autres¹⁸ : près de 30.000 visas H1B destinés aux travailleurs hautement qualifiés auraient été accordés à des français ces dix dernières années par les États-Unis. Et d'autres pays comme le Canada ou la Grande-Bretagne attirent tout autant nos concitoyens. Dans le même temps, la France décide de bâtir sa « silicon valley » sur le plateau de Saclay où faire du surf n'est pas, reconnaissons-le, la chose la plus aisée. Polytechnique y est, certes, mais le *soft power*, lui, n'y est pas...

Le *soft power* comme clé de voûte

Souvent confondu avec l'influence culturelle qui en est un élément important, le *soft power* est donc une notion plus large qui, selon nous, constitue même la clé de voûte de la guerre économique systémique dont les deux piliers sont le contenant (les infrastructures) et le contenu (l'information et la connaissance). Clé de voûte car le lien entre les deux piliers ne va pas de soi. Mais clé de voûte également car le lien avec la grille de lecture en termes de puissance et de rapports de force géoéconomique donne du liant à une notion qui, sans elle, apparaît vite comme un fourre-tout. Ainsi, ne peut-on s'étonner lorsque dans un récent colloque européen sur le sujet¹⁹, les organisateurs

18 Nicolas Moinet, « Agilité et paralysie » in *Manuel d'intelligence économique*, PUF, 2019 (3ème édition), pp. 77-85.

19 Colloque international « Soft Power, Éthique, Intérêts », 8-9 novembre

notent en ouverture : « Le succès de la formule *soft power* et sa banalisation laisse supposer un large consensus sur sa conceptualisation (...) Pour autant, l'expression *soft power* recouvre des acceptions différentes qui peuvent être classées sur une échelle allant d'un sens assez étroit de diplomatie d'influence culturelle comme dans le cas de la diplomatie chinoise ou allemande, voire française, par exemple jusqu'à une délimitation en fait assez mouvante de tout ce qui n'est pas militaire²⁰. » Et de s'interroger notamment pour savoir s'il est possible « de considérer l'économique comme relevant d'un *soft power* et non d'un *hard power* ? » en prenant exemple sur la stratégie de financement d'infrastructures étrangères par la Chine qui relèverait en fait plutôt d'une conception *hard* que *soft* du pouvoir²¹.

Mais est-ce aussi évident ? En fait, la position est toute autre dès lors que l'on adopte une grille de lecture où l'économique est considérée comme inhérente à la notion de puissance et non comme subalterne. S'établit alors un renversement du problème qui nous permet de joindre et non d'opposer les deux dimensions *hard* et *soft*.

2018, Banska Bystrica (Slovakia) : http://www.larequoui.uvsq.fr/medias/fichier/prog-soft-power-2018_1540623812832-pdf

20 Rodovan Gura et Gilles Rouet, *Pratiques du Soft Power*, Paris, L'Harmattan, 2019, p 8.

21 Ibid. p 9.

Fondée sur des valeurs telles que la liberté ou la tradition, la séduction se manifeste à travers l'influence culturelle et linguistique dont Hollywood côté américain et les Instituts Confucius côté chinois sont les emblèmes les plus cités. Nous avons déjà vu à travers le *leadership* technologique américain que le dispositif est très large et que l'on ne peut considérer que la partie immergée de l'iceberg. Mais si nous revenons au financement d'infrastructures étrangères par la Chine et adoptons la grille de lecture de la guerre économique systémique, la question prend une toute autre perspective.

Cette dépendance financière qui prévoit d'aboutir en cas de non-remboursement à l'appropriation des infrastructures par la Chine n'est qu'une des pierres d'une stratégie de jeu de Go visant à faire de l'Empire du milieu la première puissance mondiale à l'horizon 2049. Ainsi, le projet pharaonique appelé communément « nouvelles routes de la soie » et financé exclusivement par la Chine à hauteur de 1,3 trillion de dollars, n'a pas d'autre ambition que la maîtrise d'un réseau tentaculaire de routes, voies ferrées, ports, pipelines... sans oublier les réseaux de fibre optique et la fameuse 5G. *Hard* ou *soft* ?

Le modèle chinois de financement et l'intelligence des choix d'implantation ont ainsi séduit plusieurs alliés traditionnels des États-Unis mais aussi des membres de

l'Union européenne comme la Grèce ou l'Italie. Deux pays malmenés par les grandes puissances européennes que sont l'Allemagne et la France. Deux pays qui viennent renforcer une influence chinoise en Europe qui s'appuie en particulier depuis 2012 sur le groupe dit « 16 +1 »²². Un pouvoir « feutré » qui pourrait être, pour la Chine, un moyen de faire pression sur les instances de l'Union européenne et de disposer indirectement d'une majorité qualifiée, ces petits pays lui étant redevables de nombreux financements d'infrastructures (pouvant même devenir propriété chinoise en cas d'impossibilité de rembourser). Ainsi, quelle peut être la position de l'Union européenne concernant l'interdiction des véhicules thermiques à horizon 2030-2040 dès lors que la Chine dispose d'un tel soutien auprès d'une majorité de pays membres ? Car comme l'a bien expliqué Carlos Tavares, président de PSA, lors d'une audition devant l'Assemblée nationale, cette décision risque de précipiter l'industrie automobile européenne dans une dépendance forte vis-à-vis des fabricants de batteries essentiellement asiatiques, la Chine disposant par ailleurs d'un accès plus que privilégié aux minerais stratégiques permettant de

22 Les 16 pays du groupe dirigé par la Chine (le +1) sont l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine.

les fabriquer²³. Naïveté ? Cécité ? La réponse est ailleurs...

Ne pouvant lutter à armes égales avec l'influence culturelle américaine ni même japonaise, la Chine a mis en œuvre un pouvoir « feutré » utilisant la première de ses armes, l'argent, via le financement d'infrastructures ou la prise de participations et de contrôle de sites²⁴ ou d'entreprises stratégiques, profitant avec intelligence de l'absence de politique de sécurité économique au niveau européen. Ainsi faudra-t-il même l'intervention des États-Unis pour empêcher l'OPA du groupe public *China Three Gorges* sur *Energias de Portugal* (EDP), première entreprise du pays, en raison des conséquences que cela aurait pu avoir sur sa branche énergie renouvelable présente sur le territoire américain²⁵ ! En d'autres termes, la machine de guerre économique américaine sera venue contrer la machine de guerre économique chinoise sur un pays de l'Union Européenne, reléguant cette dernière à n'être plus qu'un champ de manœuvre parmi d'autres de la rivalité entre les deux puissances.

23 Alain-Gabriel Verdevoye, « Voiture électrique : alerte en Europe sur la mainmise de la Chine », *Challenges*, 16/04/19.

24 Ce fût le cas de l'aéroport de Toulouse revenu récemment dans le giron français après des années de bataille.

25 Anne Drif, « Les États-Unis lancent un fonds « patriotique » pour contrer la Chine », *Les Échos*, 21/05/19.

Quels *softs powers* pour quelles puissances ?

« La guerre économique systémique s'appuie sur un processus informationnel visant à affaiblir, à assujettir ou à soumettre un adversaire à une domination de type cognitif. L'impératif de l'attaquant est de dissimuler l'intention d'attaque et de ne jamais passer pour l'agresseur. Dans cette nouvelle forme d'affrontement informationnel, l'art de la guerre consiste à changer d'échiquier, c'est-à-dire à ne pas affronter l'adversaire sur le terrain où il s'attend à être attaqué²⁶. » Ainsi, dans la problématique du fort nous rappelle Christian Harbulot, la question va être de ne pas passer pour un agresseur et de réaliser un encerclement cognitif « pacifique » par l'occupation du terrain par la connaissance. Côté américain, le *soft power* permet effectivement de répondre à ces objectifs. Sous couvert de société ouverte, les fondations Soros soutiennent ainsi les indépendantistes catalans voulant faire sécession avec l'Espagne²⁷ ou des associations prônant le communautarisme dans les banlieues françaises²⁸,

26 Christian Harbulot, « La guerre économique systémique », op. cit., p 44.

27 Quico Sallés, « George Soros financio a la agencia de la paradiplomacia catalana », *La Vanguardia*, 16 de agosto de 2016.

28 Voir à ce sujet la remarquable enquête du journaliste d'investigation Erwan Seznec sur « Les États-Unis au cœur de nos banlieues, l'heure des comptes », *Marianne*, 4 au 10 janvier 2019, pp 9-17.

histoire d'appuyer, faute d'autocritique, sur les contradictions de notre modèle républicain. Or on sait combien il est important pour les États-Unis d'affaiblir les puissances européennes afin que leur Union reste un marché et ne devienne jamais une puissance en mesure de les égaler. C'est à l'aune de cette grille de lecture en termes d'encerclement cognitif qu'il faut analyser la réelle influence d'une myriade de programmes - tel *Young Leaders*²⁹ - qui pris indépendamment peuvent paraître inoffensifs et anodins. L'erreur serait d'ailleurs d'en faire des machines à fabriquer automatiquement des agents d'influence américains. Mais collectivement, il s'agit d'autant de pierres posées savamment et avec patience sur le go-ban. Et il en va de même des bourses d'études dans les grandes universités américaines.

Imitant l'américain mais avec ses atouts et ses contraintes - difficile pour la Chine de vendre le rêve de la liberté d'entreprendre aux étrangers -, le *soft power* chinois joue sur l'image douceuse de Confucius via ses fameux instituts où l'on peut autant s'initier à la langue qu'à la cuisine, à la calligraphie ou au Tai Chi. Des instituts pas toujours bien vus sur certains campus américains où ils ont tenté d'interférer sur la tenue de certaines conférences du Dalai-lama. En Belgique, la Sûreté de

29 <https://www.french-american.org/programmes/young-leaders/>

l'État a même demandé l'exclusion du directeur de l'institut Confucius de la VUB (Vrije Universiteit Brussel) de l'espace Schengen, expliquant que ses actions « soutiennent directement les activités d'espionnage et d'ingérence des services de renseignement chinois et que ses activités constituent donc une menace pour la sécurité intérieure et extérieure de l'État »³⁰. Une décision finalement cassée pour vice de forme.

Encore plus douce est l'image de ces mignons pandas si gentiment prêtés aux pays occidentaux qui s'en montrent dignes³¹. De même, les bourses et invitations se multiplient auprès des décideurs et experts de tous domaines sur fond d'opération « 1.000 talents ». Un article récent de la Direction Générale du Trésor de Bercy note au sujet de ce programme initié par le Parti Communiste Chinois en 2008 : « Initialement réservé aux « Chinois d'outre-mer », il s'est depuis ouvert à tout expert étranger, ainsi qu'aux entrepreneurs. Parmi les principaux secteurs ciblés : les biotechnologies et sciences du vivant, les industries high-tech et les technologies de l'information. Si certaines études pointent vers un succès réel en matière de recrutement de « talents » à

30 Marie Demaret, « A cause d'un couac de procédure en Belgique, un Chinois suspecté d'espionnage peut à nouveau entrer dans l'espace Schengen », *La Libre Belgique*, 16/04/20.

31 Simon Leplâtre, « Un plantigrade ambassadeur du « soft power » chinois, *Le Monde*, 6-7/08/2017.

destination de l'industrie, le bilan apparaît plus mitigé en matière de recrutement de profils académiques, même si certains pans de la recherche chinoise ont été presque intégralement « importés » depuis l'étranger via ce programme (c'est par exemple le cas du quantique).

Par ailleurs, depuis 2018, le programme est accusé par les autorités américaines de favoriser les transferts de propriété intellectuelle non sollicités vers la Chine. Le schéma consistant à recruter des « talents » pour de courtes durées chaque année, tout en les autorisant à conserver leur poste dans leur institution d'origine, fait désormais l'objet de contrôles aux États-Unis.³² » Enfin, les grandes entreprises comme ZTE et surtout Huawei jouent un rôle majeur pour s'implanter sur les marchés mais aussi comme partie intégrante du *soft power* chinois. Ainsi en France : recrutement d'anciens ministres, mécénat culturel (Opéra de Paris) ou sportif (Roland Garros), etc.³³ Du classique mais avec les moyens de la Chine !

Bien entendu, le *soft power* n'est pas qu'une question de taille et de « petits » pays arrivent à tirer leur épingle du

³² <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/11/04/presentation-du-programme-1-000-talents-initiative-du-parti-communiste-chinois-pcc-pour-attirer-les-hauts-talents-internationaux-en-chine>

³³ Antoine Izambard, *France-Chine. Les liaisons dangereuses (Espionnage, business... Révélation sur une guerre secrète)*, Paris, Stock, 2019.

jeu. Dans la problématique du faible, l'encerclement cognitif consiste en effet, d'une part, à renverser le rapport de force par le développement de systèmes éphémères ou durables de contre-information et, d'autre part, à user de la force de frappe subversive des réseaux sociaux dans la recherche de la légitimité³⁴. Ainsi l'effet Greta Thunberg relève-t-il bien d'une forme de *soft power*. Tout aussi intéressant est le discret *soft power* norvégien qui par petites touches fait de ce pays producteur d'hydrocarbures et grand utilisateur de pesticides pour l'élevage du saumon un modèle d'écologie³⁵. Une agilité qui s'appuie sur des ONG, un réseau médiatique efficace et un fonds souverain qui pèse plus de 1.000 milliards de dollars ! D'autres pays ont fait le choix d'un *soft power* minimaliste telle la Corée du Sud qui s'appuie sur un cinéma d'auteurs de très haut niveau, faisant oublier que cet étonnant pays de 50 millions d'habitants dépose à elle seule plus de brevets dans le monde que tous les pays de l'Union Européenne réunis. Et nous pourrions poursuivre notre panorama en passant par le Qatar ou « Cyber Israël »³⁶.

34 Christian Harbulot, « La guerre économique systémique », op. cit., p 44 .

35 Michel Prouteau, « Les États scandinaves, futurs champions du « *soft power* » ? », *Les Échos*, 30/12/2019.

36 Eloïse Brasi, Eric Laurençon, Patrick Nouma Anaba, *Israël, le 6ème GAFAM* ?, Paris, VA Éditions, 2018.

Mais en quoi le *soft power* peut-il répondre, dans un rapport du faible au fort, aux objectifs de contre-information et de subversion ? Autrement dit, existe-t-il des *soft powers* négatifs ? La réponse nous est donnée par son concepteur même, l'américain Joseph Nye qui qualifie de négatif le *soft power* russe en le définissant comme un processus visant à attaquer les valeurs des autres puissances afin de réduire leur attractivité et donc leur propre *soft power*³⁷. Ancienne grande puissance qui rêve de retrouver sa place sur la scène internationale, la Russie se révèle très active sur les réseaux sociaux avec ses médias *Sputnik* ou *Russia Today* (RT pour les intimes)³⁸. Sans oublier ses services de renseignement bien dotés et particulièrement actifs dans le cyberspace mais également dans un *soft power* plus classique (« miagkaia sila ») comme celui des échanges culturels³⁹ et universitaires⁴⁰, mettant ainsi au goût du jour une longue tradition subversive des futures élites étrangères

37 Joseph S. Nye, « Information warfare versus soft power », *The strategist*, 12 May 2017. Voir à ce sujet l'article de Didier Giorgini, « Russie : un *soft power* négatif ? » in *Conflits* n°25 : *Le Monde à l'heure de Poutine*, pp. 46-47

38 Alexandre Piquard et Raphaëlle Bacqué, « Russia Today France : l'arme du « soft power » russe », *Le Monde*, 06/12/17.

39 Benoît Vitkine et Nicole Vulser, « Offensive russe dans le soft power littéraire », *Le Monde*, 16/03/18.

40 Agathe Charnet, « Au Mgimo, centre nerveux du « soft power » russe », *Le Monde*, 26/01/17.

héritée de l'Union Soviétique⁴¹.

Ces échanges culturels et universitaires sont également au cœur des *soft powers* britannique et allemand qui brillent d'autant plus que leurs pays ont abandonné le *hard power*. Classique mais complet, le *soft power* britannique s'appuie sur l'héritage de son empire, ses universités (Oxford, Cambridge), le *British Council*, la BBC, la musique pop et le football. Plus discret, le *soft power* allemand s'appuie sur un réseau de fondations, *Konrad Adenauer* et *Friedrich Ebert* en tête, et d'ONG dont l'écologie est le cheval de bataille⁴².

Et la France dans tout ça ? Eh bien, elle a tout d'une grande pourrions-nous dire en guise de clin d'œil à une publicité pour la Renault Clio. Un *Think Tank* anglo-saxon⁴³ l'a même positionnée à la première place mondiale en 2019 ! Bien entendu, des esprits chagrins pourraient arguer que le fait que ce classement soit réalisé par une structure adossée au cabinet de conseil *Portland* relativise ses résultats ou que pour faire le *buzz* un tel classement doit changer chaque année... Mais le fait est que la France n'a effectivement pas à rougir de son dispositif : un réseau

41 Andreï Kozovoï, *Les services secrets russes. Des tsars à Poutine*, Paris, Éditions Tallandier, 2020 (2ème édition).

42 Frédéric Lemaître, « Les fondations, vecteurs du "soft power" allemand », *Le Monde*, 02/04/13.

43 <https://softpower30.com/>

diplomatie mondial (le troisième après Washington et Pékin), une influence culturelle indéniable, un art de la table vénéré, des Instituts français bien établis et une communauté francophone réelle appuyée par France Médias Monde, des écoles d'ingénieur de haut niveau, etc., sans oublier une arrogance, certes pas unique mais inimitable, et un projet universaliste concurrent direct de celui des États-Unis, expliquant en grande partie l'intensité du « *french bashing* »⁴⁴, un *soft power* négatif qui, n'en déplaise à Joseph Nye est donc également le fait des États-Unis et non seulement des russes. Oui mais voilà. Des éléments disparates ne font pas un système car pour cela, il faut que le tout soit supérieur à la somme de ses parties et que ces effets se retrouvent dans les résultats de son économie. Et c'est bien là que le bât blesse ! Car pour que la France fasse du *soft power* la clé de voûte de son dispositif dans la guerre économique systémique, encore faut-il qu'elle accepte la réalité de cette dernière, se dote des grilles de lecture adéquates et, dès lors, d'une stratégie à la hauteur de son rang.

⁴⁴ Voir à ce sujet le documentaire « French Bashing : pourquoi les Anglo-saxons n'aiment pas la France » : <https://www.dailymotion.com/video/x68mo4g>



**La volonté contre les forces
profondes ou le décrochage
des élites**

par Eric Delbecque

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Il arrive toujours un moment dans l'Histoire où l'évidence n'est plus contestable. Nous vivons l'un de ces moments. Quelle est cette évidence ? La guerre économique systémique domine le spectre des rapports de force entre les puissances mais la France recule toujours devant la prise de conscience de ce que chacun peut constater par lui-même, avec de très faibles moyens d'investigation... Par conséquent, la question demeure entière : pourquoi nos élites persistent-elles à nier la dominance de cette conflictualité déterminante pour l'avenir de la nation ? Pour répondre à cette interrogation, il me paraît fondamental de se rappeler la partition établie en 1964 par Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle dans leur célèbre *Introduction à l'histoire des relations internationales*¹ : l'action de l'homme d'État s'exerce sur les événements en accord ou en opposition avec des « forces profondes » qui vont des facteurs géographiques à la profondeur du sentiment national et des convictions pacifistes en passant par les conditions démographiques et les forces économiques.

Forces profondes : pression directe, ambiance et pression sociale

Il paraît désormais assez clair que le personnel politique

¹ Armand Colin, 1991 (réédité en format « Pocket »).

(mais aussi les grands leaders de la sphère économique et culturelle) estime ne plus avoir les moyens de résister à ces forces profondes qu'ils jugent hostiles à toute volonté de les remettre en cause. Renouvin et Duroselle les caractérisent ainsi : « *La pression directe* par laquelle les groupes les plus divers, ou même l'opinion publique dans son ensemble, agissent de façon à obliger le responsable politique à prendre certaines décisions. *L'ambiance*, c'est-à-dire la « conjoncture économique » et « l'état des esprits » non tels qu'ils existent objectivement, mais tels que l'homme d'État les apprécie subjectivement. Enfin, *la pression sociale*, c'est-à-dire tout l'ensemble constitué par l'éducation, le milieu social et géographique, les préjugés de classe, qui agissent sur les hommes d'État comme sur les autres hommes sans qu'ils s'en rendent toujours compte. »

On imagine bien la texture de la pression directe : légion sont les conseillers, les structures administratives, les journalistes, les intérêts économiques particuliers, les personnalités délivrant une vulgate ou une interprétation particulière ou globale d'un morceau du réel ou d'une séquence historique qui pèsent de façon insigne sur les décideurs. On ne dira jamais assez combien un ministre peut être éclairé, intoxiqué ou carrément coupé de la réalité par son entourage. Il se révèle d'autant moins indépendant que la plupart de ses proches collaborateurs

proviennent des mêmes écoles, partagent les mêmes convictions et souffrent des mêmes biais cognitifs. Je reviendrais plus longuement sur cette question ultérieurement.

Ces pressions directes alimentent mécaniquement l'ambiance, la perception de l'état des esprits et de la conjoncture économique par celui qui prend des décisions pour la collectivité. Cette perception s'enracine préalablement dans un parcours personnel de la personnalité publique qui l'aura conduit à privilégier telle ou telle type de grille de lecture de son environnement global d'action.

Quant à la pression sociale, dont la nature se dessine tout au long d'une vie, elle s'impose comme un ciment sophistiqué confortant la pression directe et l'ambiance, ou éventuellement (cas radicalement contraire) comme le seul levier autorisant une vision divergente de l'effet final recherché, une réflexion approfondie sur les facteurs à prendre en considération et une méditation disruptive sur les leviers opérationnels à disposition.

Or, la France ne dispose pas aujourd'hui d'une élite capable d'enrayer l'alignement nocif des trois dynamiques (pression directe, ambiance, pression sociale) aboutissant à la dévalorisation de la volonté politique. L'heure est l'abandon aux forces

profondes ou plutôt considérées comme telles par un certain nombre d'acteurs en position favorable pour distiller intellectuellement, psychologiquement et médiatiquement cette préférence pour un choix d'abandon au cours supposé du temps.

Le triomphe du capitalisme libéral au lendemain de l'effondrement soviétique accrédita premièrement l'idée que toute tentative de façonnement de l'univers économique relevait de la pure folie, automatiquement indexée par ailleurs sur une ambition totalitaire mettant à mort la plus petite trace de liberté individuelle. Jugement brutal et hâtif dans la mesure où l'alternative ne se résume pas à capitalisme sauvage ou dirigisme liberticide, mais la nuance dans l'analyse industrielle et financière échoua à trouver une véritable place sur l'échiquier mental de nos contemporains, en particulier ceux qui sollicitèrent les votes de leurs concitoyens.

Il paraissait sans doute plus facile de proposer une version tranchée de l'immense rupture géostratégique qui métamorphosait la planète plutôt que d'en tirer des enseignements plus subtils, nécessitant en revanche un travail de décantation beaucoup plus intense. Une telle opération de pensée à la fois généalogique et prospective aurait été d'autant plus douloureuse et difficile en France que nous avons une vision globalement tranchée de la

dynamique économique : le privé d'un côté, qui produit, et le public de l'autre, qui sanctionne et se méfie par principe des entreprises. Chez les Américains, nous identifions bien une galaxie publique et un secteur privé où le second n'obéit pas structurellement au premier. Cependant, le marxisme et le mythe de la Révolution, du « Grand Soir », n'a pas fabriqué (à la différence de l'Europe de l'Ouest) une opposition irréductible entre les intérêts des entreprises et ceux du bien commun.

C'est même tout le contraire : « la poursuite du bonheur » s'appuie sur la prospérité, donc sur la bonne santé du business. Quelles en sont les manifestations concrètes ? La concentration des ressources de l'État au service des entreprises, d'abord grandes mais également petites. Il faut y ajouter la revendication du dispositif de protection des intérêts stratégiques économiques nationaux, que l'on doit bien interpréter comme un souverainisme résolu sur le plan industriel, commercial, financier, technologique et même culturel. Cela n'empêche sans doute pas les États-Unis de demeurer une société ouverte, mais tout en sachant préserver son autonomie de décision stratégique et sa capacité d'influence sur l'échiquier normatif international, tout en modelant les perceptions culturelles d'une vaste partie du monde.

En résumé, ils fabriquent un soft power redoutablement

efficace et pérennisent une dominance globale qui n'est guère douteuse, même si la multipolarité progresse sérieusement. Sur le sol américain, la présence financière des autres nations se trouve également régulée par un dispositif de contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques (le CFIUS², lequel repose sur un texte : l'Exon-Florio³).

Cette logique de paresse intellectuelle et psychologique vantant un libéralisme devenu à la mode poussa l'écrasante majorité de l'échelon dirigeant hexagonal (les partis de gouvernement de droite et de gauche en tête) à promouvoir un social-libéralisme, ou un libéralisme social, bref un horizon social-démocrate enthousiasmant sur le papier alors même qu'il n'avait pas été authentiquement conceptualisé et opérationnellement charpenté par des experts ; des experts réunis dans le cadre d'un projet global de société exigeant la plus forte interdisciplinarité imaginable dans la préparation de la stratégie de puissance nationale à programmer pour le demi-siècle suivant. Laquelle appelait bien entendu une vision sœur de la coopération internationale. Car une stratégie de puissance française reposait forcément des jeux coopératifs et l'intention de

2 Committee on Foreign Investment in the United States.

3 <https://www.senat.fr/rap/ro6-347-1/ro6-347-1130.html>

promouvoir un dialogue des nations source de prospérité et articulé sur un leadership bienveillant de quelques acteurs régionaux pivots.

La soumission européenne à une double domination systémique

Il arriva exactement le contraire : la montée en agressivité d'une hégémonie américaine désireuse d'installer une rente de situation post-Guerre froide et justifiant avec une incroyable arrogance sa prétention à consacrer un monde unipolaire. Les nations européennes ne verraient donc pas croître leur capacité d'autonomie stratégique face à une bannière étoilée ne pouvant plus mobiliser le spectre de l'Armée rouge, c'est-à-dire se fonder sur l'obligatoire solidarité idéologique anticommuniste pour obtenir l'obéissance de ses alliés.

A l'opposé, Washington développa un storytelling simpliste adossant sa prétention à la domination planétaire au processus de fragmentation dangereuse de la scène internationale. La doctrine de « guerre préventive » de l'administration Bush fils en constitua en quelque sorte le débouché le plus emblématique et le plus inquiétant, mais pas seul. Car la puissance était envisagée de manière pluridimensionnelle. On insiste trop sur la dimension militaire de la suprématie de

Washington. Leur action bottée au Moyen-Orient depuis 2003 présenta un Gulliver incompetent militairement lorsqu'il affrontait des modes opératoires asymétriques. Le « chant de Mars » de Washington sonne au bout du compte comme la partie la moins préoccupante de sa capacité d'action planétaire depuis le début du siècle.

Le « complexe militaro-industriel » du drapeau à cinquante étoiles apparaît impressionnant et alarmant, mais les événements internationaux, en Afghanistan, en Irak, en Syrie, prouvent les difficultés d'emploi d'une armée abusivement *souchée* sur un squelette et une cuirasse technologiques, et en grande partie inadaptée aux types d'ennemis que combattent de nos jours les démocraties occidentales. Les officiers français parlent à raison de la « rusticité » de nos adversaires, qu'il convient nécessairement d'imiter (d'autant plus que notre pays dispose d'un grand capital mémoriel en la matière), pour les comprendre et en venir à bout. Cette tradition d'adaptation et de retour aux sources mêmes de « l'âme du guerrier » fait gravement défaut aux « techniciens » de l'armée américaine.

Le danger pour l'Europe et le reste du globe se situe ailleurs : précisément dans ce que nous vivons actuellement, c'est-à-dire une mise sous tutelle économique et juridique. Et ce qui devrait occuper

désormais le centre de nos méditations géopolitiques, géoéconomiques et diplomatiques, c'est l'inaction européenne depuis un quart de siècle. Après tout, les Américains ne font que poursuivre la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie que leur offrent leurs divers avantages comparés.

Il dérivait de cette doctrine de la diversité des outils de la puissance la mise en place d'une machine de guerre économique aux États-Unis destinée à s'assurer d'une maîtrise sans équivalent de l'innovation technologique, des ressources énergétiques et de matières premières, et des normes tissant la toile juridique internationale, tout en préservant ses propres entreprises de n'importe quelle forme de prédation étrangère. Les nations ne sont pas égales dans la prise de conscience de ces enjeux. Pour les Américains ou les Chinois, la nécessité de prolonger la stratégie de puissance nationale sur le terrain économique va de soi. Premièrement parce qu'ils sont convaincus que l'influence de leur pays passe par la conquête de nouveaux marchés, ainsi que par la maîtrise des normes internationales et de la numérisation galopante des activités industrielles, commerciales, financières et culturelles, mais aussi parce qu'ils ne remettent pas en cause la centralité du fait national. Leur rapport à l'histoire n'est pas tissé de masochisme et de repentance systématique. La haine de soi ne les entrave

pas. Tout au contraire, le récit national participe de la construction d'une identité économique volontariste et tendue vers le succès.

Dès lors, comment crédibiliser en Europe un projet de société organisant une « troisième voie » résolue à aménager le capitalisme dit libéral pour améliorer la justice sociale tandis que l'asymétrie du commerce mondial est amplifiée par une puissance d'Outre-Atlantique méprisant les règles du libre jeu de l'offre et de la demande à son profit exclusif ? La conduite d'une politique économique redistributive devient encore plus hasardeuse à l'heure du déploiement conquérant d'un capitalisme d'État chinois sourd à la moindre règle de loyauté commerciale ; situation au final rendue encore plus préoccupante par l'incapacité de l'Union européenne à comprendre la dynamique de la guerre économique du XXI^e siècle.

Le syndrome de l'autruche

La guerre constitue un objet de réflexion qui résiste à l'analyse, ou plutôt qui échappe aux tentatives de catégorisation trop élémentaires. C'est une réalité hautement complexe qui met en jeu l'être humain dans ses recoins psychologiques les plus sombres, et qui exige de mobiliser toutes les sciences humaines

pour en saisir l'essentiel des significations. De surcroît, elle se transforme sans arrêt, bien sûr sous l'effet du progrès technologique, mais également en fonction des évolutions culturelles et sociologiques qui ne cessent de façonner les collectivités humaines.

Durant une grande partie de notre histoire, les appareils politiques réalisèrent un effort constant pour circonscrire les expressions de la violence armée, non seulement présente entre les États mais irriguant aussi les rapports sociaux. A partir de 1789, la guerre a toutefois trouvé une nouvelle vigueur dans le déploiement de l'idée du citoyen soldat, dans la promotion de la nation en armes. Il en dérivait au vingtième siècle la guerre totale ; les deux conflits mondiaux semblèrent guérir l'humanité de la confrontation intégrale des nations. Cependant, la peur de l'apocalypse nucléaire succéda à l'angoisse de la guerre industrielle.

Pour ne pas sombrer dans la destruction atomique et ne pas renouer avec le choc classique des armées, les guerres secrètes prirent de l'ampleur sous l'ère bipolaire. A la chute du monde communiste, la guerre économique entre les pays s'ajouta à la montée en puissance des conflits asymétriques. La guerre aujourd'hui sera-t-elle finalement partout à force de n'être plus exclusivement et majoritairement sur les champs de bataille d'antan ?

C'est en effet le risque majeur : celui de la « guerre hors limites ».

A aucun moment les élites hexagonales ne veulent en prendre le risque, qui commence à leurs yeux très clairement à se cristalliser dès lors que l'on entame la construction d'un « corps de doctrine » sur la guerre économique systémique.

La penser, c'est déjà l'encourager, la faire naître. Elle est au centre de la guerre hors limite qu'il ne faut surtout pas penser car elle symboliserait le pire scandale de la « postmodernité » : le conflit arrive et se propage chaque jour *en priorité* par le vecteur même qui devait l'éloigner : l'économie, le commerce (cette activité humaine qui a pour vocation, dit-on, de pacifier les mœurs.

Pourtant, Romain Gary l'évoquait déjà dans *Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valable* ; c'était en 1975... La Première Guerre Économique Mondiale fait rage depuis plus de quarante ans et nous autres Français prenons à peine conscience en 2020 que l'un de ses théâtres d'opération majeurs se trouve sur notre sol. Il faudrait remercier Donald Trump pour avoir accéléré cette montée au cerveau d'une information capitale... Reste à préciser qu'il n'inaugure absolument rien ! Lorsque notre gouvernement déclare que les États-Unis ne peuvent pas devenir le « gendarme économique » du

monde, rebondissant sur le durcissement de Washington avec l'Iran, il verbalise de façon elliptique une réalité perçue depuis plusieurs décennies par des acteurs de terrain mais rejetée dans l'impensé hexagonal par les élites politiques.

Nous n'avons rien découvert depuis l'accession du caricatural milliardaire américain à la Maison-Blanche. L'erreur consisterait à croire que le président Trump impose à son pays une nouvelle politique depuis son accession au « pouvoir suprême ». Démocrates et Républicains ne s'opposent en rien sur les objectifs de la politique étrangère de la nation. Rappelons d'ailleurs que c'est Bill Clinton qui structura l'appareil de sécurité et de guerre économique dans les années 90. L'Oncle Sam a compris depuis un demi-siècle que la puissance se déclinait sur plusieurs modes, notamment économique.

La stratégie de sécurité nationale américaine comprend un volet industriel et financier : elle ne se réduisit jamais à sa composante militaire, même sous l'administration Bush. De plus, elle se définit tout autant comme une dynamique d'influence globale que de protection compartimentée de ses intérêts fondamentaux. Aux yeux des responsables américains, la défense des intérêts nationaux transcende la légitime ambition d'anticiper et de traiter les menaces qui pèsent sur la bannière étoilée.

Depuis la chute du bloc soviétique, les États-Unis élaborèrent une conception extrêmement approfondie de la notion de sécurité nationale, dépassant de loin les rudiments européens qui nous tiennent lieu de doctrine sur le sujet. Il convient davantage de l'imaginer comme une dialectique d'accroissement de puissance tous azimuts que comme une simple réponse à la transformation régulière des périls ; elle intègre les potentiels militaire, économique, technologique, informationnel et culturel comme les éléments d'une même équation.

Le drame – pour l'avenir de tous les citoyens de notre continent –, c'est que l'Union européenne échoue régulièrement à bâtir une réponse intelligente face à la politique de maîtrise de la mondialisation (industriellement, financièrement, juridiquement, technologiquement, culturellement) engagée par l'Oncle Sam après la fin du condominium Est/Ouest.

Notre impuissance – aggravant les effets du projet hégémonique étoilé – produit en continu deux conséquences déterminantes : la première réside dans le renforcement de la résolution russe et chinoise de déployer une zone d'influence propre, particulièrement étanche, capable de fonctionner selon une philosophie de dissuasion, tout en ménageant une mécanique de

réciprocité (en positif et en négatif) lorsque leurs intérêts le commandent (par exemple dans le domaine de la guerre commerciale) ; la seconde est de pousser l'Europe en dehors de l'Histoire, la privant d'une authentique possibilité d'influencer l'échiquier mondial.

Comment s'y opposer, comment rétablir les équilibres géopolitiques ? Pours'engager sur une telle voie, un préalable s'impose. Disposer d'élites et de gouvernants résolus à délivrer le destin commun de tout assujettissement à une quelconque religion « néolibérale » ou à une puissance hégémonique. Rien ne fut plus toxique que la célèbre phrase de Margaret Thatcher, « There Is No Alternative » (TINA), voulant imposer l'idée que la mondialisation libre-échangiste et le capitalisme financier les plus brutaux constituaient le seul avenir possible pour les nations du globe. Il est toujours compliqué de mettre en lumière l'enfermement mental et moral de certains sans tomber dans la caricature injuste ou la médisance pure et simple. Toutefois, il faut constater que nos élites politiques et administratives vivent dans un univers qui leur est réservé, largement imperméable à la réalité majoritaire. Cette petite scène essentiellement parisienne sur laquelle elles évoluent encourage la scotomisation permanente, c'est-à-dire le refus de considérer des informations déplaisantes ne s'intégrant pas dans ses schémas préexistants de raisonnement.

L'hyperclasse ou les impasses du dandysme nomadiste...

Le premier problème est là : l'hyperclasse se ment à elle-même avec une certaine sincérité. Commençons d'abord par préciser ce que signifie « l'hyperclasse ». Elle désigne globalement les vainqueurs absolus de la mondialisation, c'est-à-dire une portion extrêmement mince de la population mondiale. Elle rassemble les élites du « haut du panier », le sommet de la pyramide sociale des nations du globe. En toute sincérité, la notion paraît hautement imprécise du point de vue économique mais elle semble plus utile sur le plan intellectuel. Ce que l'on tente ainsi de cerner, ce sont les individus qui se sentent partout chez eux et abordent l'avenir avec confiance parce qu'ils bénéficient d'un capital financier et culturel les mettant à l'abri des vicissitudes qui touchent le reste des habitants de la Terre...

Cette sécurité va de pair avec un certain détachement vis-à-vis des formes rudimentaires de l'appartenance nationale, et parfois même vis-à-vis des cadres identitaires en général. Cette dernière hypothèse me paraît certes un peu excessive : elle indique néanmoins une tendance exacte, celle d'une émancipation à l'égard des collectivités qui les virent naître. Si l'on veut faire preuve d'une plus grande précision, disons qu'ils jonglent

avec plusieurs appartenances.

Dotés d'une identité plurielle – ce qui est finalement le cas de la plupart d'entre nous –, ils savent la recomposer à loisir, jouer avec leurs liens et mettre à distance – selon les besoins, les envies et les contraintes – les facteurs d'enracinement désavantageux, ou promouvoir les solidarités porteuses d'opportunités. Pour faire court, ils choisissent les liaisons appropriées à l'atteinte de leurs objectifs (à titre d'exemple, le fait d'être membre d'un grand corps de la haute administration). Ce qui laisse toute latitude pour esquiver les responsabilités envers leur nation d'origine. C'est bien évidemment ce dernier point qui pose particulièrement problème en Europe en général et en France en particulier. Quelque part dans les années 90, les élites votèrent leur indépendance et firent sécession ! Elles s'estiment libérées des peuples...

Dans l'Hexagone, cela s'est traduit par la distinction tenace entre une « France d'en haut » et une « France d'en bas », puis par l'opposition des classes « mondialisées et gentrifiées » des grandes métropoles (couches dirigeantes et « bobos ») et des catégories abandonnées politiquement, socialement et économiquement, à savoir les banlieues d'immigration récente et la « France périphérique ». Cette analyse est au cœur de l'ouvrage éponyme du géographe Christophe Guilluy.

On peut discuter à l'infini cette classification à coups de statistiques et de démonstrations académiques dont les universitaires raffolent. Vaine polémique cependant car ce clivage est fortement ressenti par chacun des camps en présence : il exprime donc quelque chose de bien réel. Quoi ? Un éloignement profond des idées et des intérêts. Problème épineux car ce sentiment grandissant de l'étrangeté de l'Autre mine progressivement la cohésion nationale. La formule peut sembler désuète. Pourtant, elle demeure la base de la démocratie et du bien-être collectif. Concrètement, comment cela se manifeste-t-il ? Par une indifférence sans cesse grandissante de l'hyperclasse pour les difficultés des Français les moins favorisés et les plus attachés au modèle national, mais aussi par une froide colère des seconds, chaque jour moins réfléchi que la veille, envers les premiers. Ce que matérialise, dans les urnes, le vote dit populiste et, dans la rue, les actions des gilets jaunes apparus en novembre 2018. Mais pourquoi l'hyperclasse refuse-t-elle de considérer honnêtement ce qui finira par scier la branche sur laquelle elle est assise, et comment notre système socioculturel et médiatique exacerbe-t-il – parfois très violemment – la perception que les citoyens se construisent de leurs dirigeants ?

Scrutons de manière fort prosaïque le mode de vie des élites globalisées. Elles échappent aux désagréments

ordinaires et aux peurs communes, à commencer par celles du chômage et du déclassement. L'hyperclasse ne touche pas du doigt cette angoisse et ces jours de peine, voire de désespoir. Il ne s'agit pas de s'indigner bêtement contre des inégalités élémentaires dont la dénonciation virerait rapidement au niais glapissement ; on peut toutefois dire sobrement que le bon sens commande de s'en souvenir lorsque l'on prétend exercer une responsabilité sociale.

L'hyperclasse a trop vite tendance à oublier que son mode de vie constitue une exception et non une règle. Toute se résume dans la question suivante : en quoi le noyau dur des élites françaises croient-elles ? Non pas les quatre millions de cadres qui forment l'ossature des administrations et des entreprises mais les quelques milliers de personnes qui détiennent réellement le pouvoir politique, économique et intellectuel) ? En la supériorité intrinsèque d'une caste fabriquée par l'État mais qui n'est plus destinée à servir la nation, donc qui ne peut que refuser l'idée même de guerre économique. Une caste qui manifeste une forme de prolophobie, une méfiance condescendante et dénuée de compassion pour les perdants du grand bond en avant mondialiste...

Le choix hasardeux de la pensée unique

Saisissant paradoxe que ceux qui nous gouvernent et contrôlent les plus puissantes organisations industrielles et financières aient été modelés par quelques grandes écoles (l'ENA en tête, bien sûr, mais aussi Polytechnique, Sciences Po, Mines ParisTech) participant du mythe jacobino-républicain, et qu'elles s'attachent désormais à s'émanciper du peuple. Dans une économie mondialisée, pourquoi les diplômés d'HEC, de l'ESSEC et de l'INSEAD ne tiennent-ils pas le haut du pavé ? Certes, on voit bien des énarques parés du parchemin d'une école prestigieuse : cependant, les patrons du CAC40 privilégient la forteresse du pouvoir de Strasbourg plutôt que les campus de Jouy-en-Josas, Cergy-Pontoise ou Fontainebleau...

La vérité est que l'apprentissage délicat du bon usage des réseaux ne peut être réalisé qu'entre ses murs. L'École nationale d'administration est le Vatican de l'hégémonie, l'Académie française de la distinction oligarchique. On y enseigne à débusquer n'importe quelle forme d'expression du pouvoir, à connaître et maîtriser tous les codes que l'on prétendra ensuite transgresser – « pour de faux », rappelons-nous Tancredi dans *Le Guépard* : « Il faut que tout bouge pour que rien ne change » –, et à bondir d'une branche à l'autre du chêne de la puissance

dont les racines innervent l'ensemble du corps social.

Ce qui caractérise les promotions de l'ENA depuis le début du siècle, c'est un style hype et trompeusement désinvolte, une méthode dissimulant l'autoritarisme et la passion d'ordonner sous une souriante éthique du *care*, de la sollicitude, et une stratégie de communication masquant la gloutonnerie d'écran et le narcissisme médiatiquement assisté derrière la modestie et la sobriété mimées.

Storytellers méticuleux, ils adaptèrent la langue du pouvoir et son image afin d'accroître la force de pénétration de leurs ambitions, la souplesse de leurs mouvements tactiques, l'efficacité de leurs actions et l'acceptation collective de leurs décisions et de leur légitimité à commander. A cet égard, il faut admirer en expert, en ami de la virtuosité, le résultat de la scénographie politique qu'ils améliorent chaque jour. Tout cela dans une ambiance de folle élégance et d'apparente facilité. Le spectre de la manipulation ne s'y repère d'ailleurs qu'avec peine. Qui voudrait en effet ne pas se laisser emporter par la vague de la modernité ? Qui refuserait de se voir gouverné, guidé par des hommes et des femmes qui semblent avoir renoncé à la raideur hiérarchique au profit de l'intelligence collective et de l'esprit du startuper ? Ceux qui ne partagent pas

l'imaginaire de l'infailibilité technocratique : on les fait donc passer pour d'affreux rétrogrades.

Le coup de génie réside dans la savante interprétation prestidigitatrice de ces jeunes technocrates : jouant à merveille leur rôle de « smart progressive people in the dark » (célébrité de l'ombre, intelligente et progressiste), ils charment en apparaissant au sommet de la vulgate cybernétique et de son grand appareil. Semblant empathiques et respectueux des opinions dissidentes, bons élèves soulignant adroitement leur modestie structurelle, machines de guerre et bêtes à concours dénonçant l'injustice et le mépris des faibles, propagandistes du cybermonde et moines soldats du progrès digital, ils veillent à cocher toutes les cases du privilégié éclairé dont les ancêtres comptent au nombre des pionniers de la Renaissance et de la Révolution française de 1789, avant qu'elle ne glisse dans le sang. Bref, ils renouvellent avec talent le mythe de l'élite avant-gardiste et désintéressée qui abolit les vieux clivages pour faire sortir de terre l'utopie virtuelle et donner ses lettres de noblesse à la gouvernance mondialiste patiemment théorisée par l'hyperclasse.

Leur caste se forge à l'ENA parce qu'elle tient lieu de cathédrale du sacre depuis que la majesté de l'État a remplacé celle du roi, soutenue par la pyramide

aristocratique. La société française, obsédée d'égalité, ne croit pourtant qu'aux quartiers de noblesse. Depuis que nous avons « raccourci » nos aristocrates et notre monarque, c'est l'administration qui octroie les titres, fait reconnaître les ducs, comtes, marquis et barons, attribue les fiefs et arbitre la compétition pour le pouvoir suprême. L'élection est une simple onction dont la nécessité semble de plus en plus rare, et qui ne confirme qu'exceptionnellement la légitimité du détenteur d'une magistrature éminente. La plupart du temps, les vais proconsuls et centres d'autorité échappent à toute dialectique démocratique.

L'ENA n'apprend pas l'État-nation et la démocratie à ses enfants : il leur enseigne comment en prévenir ou en réguler les humeurs, en maintenir le décorum et à justifier d'en être les grands prêtres permanents, voués à la diriger comme d'omniscients juristes-philosophes. Elle leur démontre également que le pouvoir est indivisible (bien plus que la République) et qu'il convient par conséquent de l'exercer sous toutes ses formes, ou pour être encore plus précis, de n'en laisser l'usage, *urbi et orbi*, qu'à l'énarchie, éternellement experte dans la direction de conscience des citoyens. L'ENA, école et temple du pouvoir, constitue le passage obligé de l'officialisation des dominants : l'État, aux yeux de ses pontifes, est le nom du système nerveux central,

du générateur de puissance qui projette dans l'univers hégélien du maître et de l'esclave (lequel doit être diverti et consentant pour ne pas se rebeller contre sa condition). Mais l'Atlantide oligarchique ne s'interdit évidemment aucun royaume de la décision : le secteur privé et la société civile accueille la progéniture bénie strasbourgeoise comme les postes de commandement de l'administration centrale et territoriale.

Lorsque les énarques militent pour la rénovation de leur propre lieu saint, il s'agit toujours d'en augmenter le rayonnement et d'en garantir la gloire et la pérennité, les débouchés et l'extension du domaine de son règne, jamais d'en tracer les frontières, d'en limiter l'expansion possible, d'en circonscrire le territoire de souveraineté ou d'en démocratiser l'accès. Car toute oligarchie rêve de dynasties et donc d'éternité. Stratégies matrimoniales et préparation des lignées obsèdent les pensées de ses princes et princesses, ducs et duchesses. Ces brahmanes intouchables nous consolent de la disparition de nos têtes couronnées, inspirent nos artistes et excitent la verve de nos démagogues. Ils nous fascinent et bâtissent chaque jour avec notre bienveillance admirative l'ossature réticulaire et néanmoins pyramidée du corps bureaucratique de notre servitude volontaire.

Il est possible pour la France de ne pas devenir la grande

vaincue de la guerre économique de ce siècle : il faut cependant, impérativement, que ses élites décident qu'elle n'est pas perdue d'avance et que leur appétit de reconnaissance ne prévaut pas ... La crise résultant du covid-19 est plus qu'un avertissement. C'est le franchissement du seuil d'alerte.



**L'indispensable articulation Etat
/ entreprises dans la guerre
économique systémique**

*Souveraineté, création de richesse et
infrastructures du commerce*

par Jérôme Laprée

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Penser la guerre économique systémique conduit à s'interroger sur qui en sont les protagonistes et quels sont leurs leviers d'action. Les deux types d'acteurs principaux sont évidemment les Etats et les entreprises – publiques ou privées. Leurs leviers respectifs, inhérents à leur nature propre, sont pour les uns la souveraineté et les possibilités qu'elle offre, pour les autres la définition et la mise en œuvre de chaînes de valeur pour créer de la richesse. Un troisième levier relève de ce qui permet l'échange, à savoir les infrastructures physiques, institutionnelles, financières et désormais digitales du commerce et des transactions économiques.

Cette vision simple permet d'introduire deux idées fortes. L'articulation entre la sphère publique et la sphère privée, les Etats et les entreprises est essentielle dans le système économique actuel et permet de comprendre une bonne partie des rapports de force qui s'y déroulent. Le « marché » tel qu'il est décrit en théorie économique classique est inopérant pour rendre compte de tout un ensemble de pratiques¹ : l'Etat et sa souveraineté ne sont pas en arrière-plan du marché, comme le cadre minimaliste garant de la rationnelle rencontre entre l'offre et la demande qui détermine le prix. Cette approche du « marché » nie des réalités historiques

¹ André Orléan, *L'Empire de la Valeur. Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

largement documentées mais négligées. La seconde idée est qu'il faut penser les conditions de possibilité de l'échange et les manœuvres déployées par les acteurs pour sa maîtrise : la construction, la détention, le contrôle d'infrastructures de nature diverse sont cruciales pour l'accumulation de richesses. Et sur ce terrain, Etats et entreprises se retrouvent, s'allient, se confrontent.

Dans cette perspective la conjonction de 3 phénomènes récents bouleverse les équilibres précédents. Dans certains pays, et au premier rang la Chine, l'articulation entre Etat et entreprise a pris des formes nouvelles – particulièrement efficaces - de celles que les pays occidentaux avaient développées depuis le XIXème siècle. Le digital bouleverse les mécanismes habituels de création de valeur et d'accumulation de richesse. Enfin les batailles pour le contrôle des infrastructures du commerce et de l'échange s'intensifient notamment avec l'irruption du digital, qui donne la possibilité à des entreprises privées de disputer aux Etats des attributions cruciales de leur souveraineté.

L'exercice de la souveraineté au service de l'accumulation de richesse

L'Etat utilise sa souveraineté comme outil d'accumulation de richesse. Sur son propre territoire, c'est par exemple la

capacité à lever l'impôt et à définir les règles du jeu du système économique (droit des sociétés, droit du travail, systèmes sociaux...). L'ouvrage d'Ali Laïdi² montre les formes particulièrement variées, efficaces parfois brutales que les Etats ont pu adopter pour asseoir leur domination économique sur leurs voisins ou prendre le contrôle de ressources sur ou en-dehors de leur propre territoire. Le début du XX^{ème} siècle a vu l'apparition de deux utilisations ingénieuses de la souveraineté : la création de paradis fiscaux et celle de pavillons maritimes particulièrement favorables aux armateurs. Ce sont souvent de « petits » Etats qui ont peu de ressources en propre (territoires, ressources naturelles, population, forces armées...) et qui sont engagés dans une compétition pour leur survie et leur développement qui ont promu ces outils. Le principe est simple : puisque pas ou peu de ressources sont disponibles sur son propre territoire, il faut y attirer les flux – de marchandises, financiers, humains – en leur octroyant principalement, mais pas seulement, une fiscalité moindre. Les deux phénomènes peuvent d'ailleurs aller de pair, comme par exemple au Panama, à Hong Kong ou à Singapour. Ce système fonctionne très bien, il se retrouve dans divers endroits du monde et a été mis en œuvre dans plusieurs

² Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la guerre économique*, Paris, Perrin, 2016.

pays dans les 3 ou 4 dernières décennies comme les Pays-Bas³, l'Irlande, le Luxembourg, Dubaï ; pour les pavillons maritimes, les Iles Marshall. Cette liste est loin d'être exhaustive.

Nous invitons le lecteur à se référer à 3 ouvrages, qui, écrits sur une période de 40 ans et souvent avec des intentions très différentes, nous plongent dans l'histoire du développement des paradis fiscaux et des pavillons de complaisance, dits aussi - selon le point de vue - de libre immatriculation. Sur les paradis fiscaux, Chavagneux et Palan⁴ constatent :

« De manière ironique, les territoires offshore n'ont pu devenir des nœuds de réseau du capitalisme contemporain qu'en s'appuyant sur la reconnaissance croissante du principe de souveraineté des Etats, à partir de la fin du XIXème siècle. Aujourd'hui comme hier, l'Etat et la mondialisation du capitalisme loin d'être opposés, appartiennent au même espace et ne peuvent se comprendre, a-t-on voulu montrer ici, sans étudier ce lieu de rencontre entre

³ Les Néerlandais voleurs ou l'axe de la fraude européenne, Chavagneux (<https://www.alternatives-economiques.fr/neerlandais-voleurs-laxe-de-fraude-europeenne/00092494#92494>).

⁴ Christian Chavagneux et Ronan Palan, *Les paradis fiscaux*, Paris, La Découverte, 2017.

gouvernements, multinationales, financiers et criminels qu'est l'économie offshore des paradis fiscaux. »

Zucman⁵ considère qu'un Etat vend sa souveraineté quand il donne la faculté à des entreprises multinationales de « décider de leur taux d'imposition, contraintes réglementaires et obligations légales ».

Quant à Carlisle⁶, il rédige au début des années 1980 l'histoire de l'émergence dans la première moitié du XXème siècle des pavillons du Panama et du Libéria et de leur consolidation. Le cas des pavillons maritimes présente d'ailleurs une vertigineuse mise en abyme : des Etats donnent à des sociétés privées la tâche d'administrer leur registre maritime et d'assurer les tâches régaliennes correspondantes de contrôle des navires. Ces sociétés peuvent tout à fait être domiciliées dans d'autres pays : l'exemple des pavillons du Liberia et des Iles Marshall – respectivement les numéros 2 et 3 mondiaux en termes de tonnage - est fascinant puisque, dans les deux cas, les entreprises qui gèrent ces pavillons sont enregistrées aux Etats-Unis, dont l'une est basée

5 Gabriel Zucman, *La richesse cachée des nations, enquête sur les paradis fiscaux*, Paris, Le Seuil, 2017.

6 Rodney P. Carlisle, *Sovereignty for sale : The Origins and Evolution of the Panamanian and Liberian Flags of Convenience*, Naval Institute Press, 1981.

en Virginie et liée historiquement à l'appareil d'Etat américain. De nombreux autres cas pourraient être ajoutés dans cet univers de l'enregistrement des navires, qui rappelons-le, transportent 90% des volumes du commerce mondial.

L'articulation entre l'Etat et les entreprises fonctionne donc bien pour les uns comme pour les autres, du moins pour les Etats qui attirent les flux, pas pour ceux qui les perdent. Ces mécanismes et leurs principes perdurent pour certains depuis près d'un siècle. En dépit des scandales à répétition et des efforts de la communauté internationale pour en limiter les effets, ils continuent d'avoir un impact majeur sur le fonctionnement de l'économie mondiale.

Aujourd'hui, de grands Etats font une utilisation particulièrement efficace de la souveraineté en matière économique. L'Etat chinois a largement réussi à opérer l'articulation entre Etat centralisateur et planificateur, économie capitaliste et entreprises. Ses champions nationaux ont l'ambition de servir l'économie de leur pays et de devenir le numéro un de leur secteur au niveau mondial. Les concurrents trop puissants sont écartés (exemple d'Amazon, entre autres). Un autre champ d'application de la souveraineté est l'obligation faite aux entreprises chinoises comme étrangères de remonter

des informations très détaillées sur leurs activités. Le sujet est suffisamment sérieux pour que dans le courant de l'année dernière, la chambre de Commerce européenne à Pékin ait lancé un signal d'alarme très fort sur la décision de la Chine d'étendre son système de notation des citoyens à toutes les entreprises. Les données sont collectées via des systèmes développés par ses entreprises-phares telles que Alibaba, Tencent...-. Enfin, la Chine n'hésite pas à affirmer sa souveraineté et afficher ouvertement ses objectifs de puissance. L'Inde, elle, offre l'exemple d'un pays qui a très longtemps refusé l'entrée des géants internationaux de la grande distribution. L'objectif était de préserver les micro-structures de distribution souvent informelles, qui constituent le gagne-pain de millions de personnes. D'autres réglementations imposent à des entreprises étrangères de produire une partie des produits qu'elles veulent vendre sur le marché domestique indien.

A contrario, l'absence de pensée de souveraineté économique, le défaut d'une articulation forte entre le domaine public/étatique et privé peut conduire à de grandes difficultés, au niveau d'un Etat ou de l'Union Européenne, comme le montre le regrettable épisode de la fusion avortée entre Alstom et Siemens. Pour des raisons liées au droit de la concurrence et au risque de position dominante sur le marché intérieur, l'Union

Européenne s'est privée de faire émerger un acteur de calibre mondial sur un secteur stratégique des infrastructures de transport. Il faut donc penser cette articulation en profondeur, en tant que système, pour qu'elle soit efficace.

Les révolutions de la création et de la captation de valeur par le digital

Le deuxième phénomène a trait aux bouleversements que le digital et l'économie de plateformes apportent sur les mécanismes de création de valeur et d'accumulation de richesse. La volonté de créer des monopoles pour s'assurer une rente a toujours existé et s'est exprimée de diverses manières, néanmoins l'émergence de l'économie de plateformes constitue une rupture sans précédent. L'analyse réalisée par Lansiti et Lakhani sur ce sujet⁷ est édifiante : dans le numérique, les rendements continuent d'augmenter avec la taille – à la différence d'autres secteurs classiques où ils finissent par plafonner, ce qui implique aussi que le vainqueur emporte tout, selon la formule consacrée.

Les mécanismes d'accumulation de richesses deviennent

⁷ Marco Lansiti et Karim Lakhani, « Gérer notre économie de plateformes. Stratégie, éthique et concurrence des réseaux à l'ère du numérique », *Harvard Business Review*, Octobre 2018.

phénoménaux : en un peu plus de 20 ans, Amazon a atteint près de 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires, avec un triplement entre 2014 et 2019. Il est aussi fascinant de voir qu'Amazon devient le créateur d'un marché, l'infrastructure qui supporte la rencontre des acheteurs et des vendeurs. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Inde et la Chine ont été particulièrement vigilantes à freiner le développement d'Amazon sur leurs territoires et à favoriser des acteurs locaux. Autre plateforme, Netflix a bouleversé les modèles économiques traditionnels du cinéma en couplant un concept de catalogue / abonnement et en devenant le donneur d'ordre numéro 1 du cinéma mondial⁸. Quant à Uber, la négation de la relation employeur / employé et des responsabilités qui y sont liées a finalement été condamnée en Californie même : il n'est pas accepté d'utiliser de la main-d'œuvre sur un territoire donné si l'on se soustrait au droit social qui y est applicable.

En résumé, ces acteurs du digital rassemblent les mêmes ingrédients d'un cocktail détonant : un mécanisme de création et d'accumulation de richesse hors norme ; l'aiguillage des flux financiers vers des destinations clémentes fiscalement (l'Irlande concentre les sièges européens de très nombreuses entreprises de technologie

⁸ Capucine Cousin, *Netflix et cie - Les coulisses d'une (r)évolution*, Paris, Armand Colin, 2018.

américaines type LinkedIn, Google, Facebook...) ; la capacité à déstabiliser, réécrire les règles d'un marché voire à le créer ; enfin, et de façon aussi discrète que puissante, la capacité à intégrer directement dans sa chaîne de valeur tous les habitants d'un pays - en tant que producteurs ou que consommateurs - et de récupérer de la valeur en contournant des règles territoriales en vigueur (TVA, droit du travail). L'économie de plateformes est un défi à la souveraineté des Etats, les enjeux sont colossaux : le problème est bien celui d'une captation de valeur induite de la part des entreprises à l'encontre des Etats dans lesquels elles vendent leurs produits. Les tractations intenses en cours au sein de l'OCDE ont entre autres pour but de définir les modèles de taxation de ces acteurs.

Toujours dans le monde digital, les tensions entre les plus grands éditeurs de logiciels et leurs clients sont certainement moins médiatisées mais tout aussi significatives. En France, une association professionnelle comme le CIGREF s'est élevée très fortement fin 2018 contre les pratiques tarifaires des éditeurs⁹. Si l'on simplifie, pour un produit industriel, le coût peut s'estimer en prenant en considérant les différents intrants nécessaires à la production (coûts des

⁹ <https://www.cigref.fr/pour-une-relation-equilibree-et-source-dinnovation-entre-grandes-entreprises-et-fournisseurs-du-numerique>

matières premières, de l'énergie, de la main d'œuvre...), ce qui permet des négociations « raisonnablement » argumentées entre acheteurs et vendeurs. Cela est moins vrai pour un logiciel, ce qui ouvre la porte à des politiques tarifaires abusives. De plus, les éditeurs sont souvent en situation de supériorité, vu le caractère structurant de leurs systèmes d'information pour l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise, la difficulté à trouver des alternatives et surtout le temps très long et les moyens financiers et humains massifs à mettre en œuvre pour changer de solution logicielle. Le summum est atteint par un certain nombre de prestataires du monde du commerce électronique qui ont réussi à faire passer des modes de tarification indexés sur le chiffre d'affaires réalisé par leur client, ce qui est bien évidemment totalement déconnecté de la structure du coût de leur produit : la tentative de constitution de rente est ici portée à son paroxysme. Ce problème est systémique : c'est une industrie-clé de l'économie contemporaine - l'édition de logiciels - qui a décidé d'assumer le rapport de force. La position du CIGREF souligne :

« Alerter la Commission européenne sur les enjeux de réversibilité et d'interopérabilité mais aussi de souveraineté, et la nécessité de créer ses propres champions européens dans le cadre du digital single market. »

Les nouveautés apportées par le digital montrent de façon éclatante comment la captation de valeur ne se fait pas uniquement parce qu'une innovation technique crée de la valeur différemment et mieux mais bien parce qu'il y a remplacement et/ou déstabilisation d'un système économique par un autre. Cette réalité est valable dans bien d'autres domaines : le travail réalisé pendant plusieurs années au sein de l'École de Guerre Economique sur les filières agricoles montre comment le déploiement de modèles d'affaires, d'innovations sont longuement préparées par des travaux d'influence, de normalisation... pour déstabiliser et remplacer acteurs et structures existantes.

La maîtrise des flux physiques, financiers et d'information au cœur de la bataille sur les infrastructures de commerce

Parler de structures nous conduit à notre dernier sujet, les infrastructures du commerce international. Tout d'abord, il faut expliciter ce que nous désignons ainsi. Un port, un réseau de communication ferroviaire, un système de compensation des transactions bancaires, une assemblée d'Etats discutant de commerce international, des applications informatiques de paiement, sont toutes des infrastructures du commerce international, qu'elles soient physiques, digitales, financières, institutionnelles.

Elles permettent l'exécution du commerce international. Elles peuvent générer elles-mêmes des revenus et sans elles, le commerce ne se déroulerait pas, ou moins bien. De telles infrastructures sont évidemment convoitées comme source de richesse, d'information et finalement de contrôle du commerce.

Les canaux de Panama et de Suez sont vraisemblablement deux des infrastructures physiques du commerce international les plus importantes, véritables sources de richesse et d'influence pour les Etats qui les opèrent. Plus récemment, les fameuses routes de la soie chinoises sont le premier exemple auquel on songe, même si ce terme recouvre bien plus que des infrastructures routières, ferroviaires ou maritimes. Il s'agit bien d'un plan de déploiement économique lancé par la Chine pour positionner ses entreprises sur des marchés étrangers, sécuriser ses routes d'approvisionnement, créer des institutions internationales qu'elle maîtrise, notamment la banque d'investissement pour les grands projets d'infrastructures des routes de la soie, l'AIIB.

Produit des institutions internationales post 1945, le multilatéralisme est fortement déstabilisé depuis de nombreuses années avec l'échec du cycle de Doha au début des années 2000. Abdelmaki et Sandretto¹⁰

¹⁰Lahsen Abdelmaki et René Sandretto, *Le commerce international*, Paris, De

décryptent les nombreuses raisons qui expliquent cela. Pendant un demi-siècle, ouvrir les frontières était un choix considéré comme bénéfique pour tous les participants au commerce de biens. Désormais, d'après discussions se déroulent au sein d'ensembles plus restreints au sujet de services plus intangibles et constitutifs des identités et des systèmes sociaux des pays (culture, éducation, santé...). L'heure est donc aux accords bilatéraux ou régionaux, sur un fond de défiance de plus en plus forte vis-à-vis de ces grandes négociations commerciales.

La circulation sanguine du système financier mondial est constituée par le réseau SWIFT, un système de messagerie qui permet aux institutions financières du monde entier d'effectuer leurs opérations. Cette organisation subit les pressions des Etats-Unis¹¹, ce qui permet à ces derniers de contrôler les mesures d'embargo qu'ils mettent en œuvre et ainsi de les imposer à des pays tiers. La crise avec l'Iran offre le dernier exemple en date : afin d'échapper à ce contrôle, les Européens ont créé un système de troc – Instex - pour échanger avec l'Iran hors de l'embargo américain. Les Chinois ont créé depuis quelques années leur propre réseau de paiement,

Boeck Supérieur, 2017.

¹¹ <https://www.letemps.ch/monde/reseau-swift-suspend-banques-iraniennes-apres-retour-sanctions-americaines>

connecté à SWIFT. Cela leur permet de maîtriser leurs flux financiers et pourquoi pas à terme d'y inviter d'autres partenaires qui pourraient ne pas toujours vouloir utiliser SWIFT.

Du côté des initiatives d'entreprises privées, l'irruption des acteurs du digital (Apple, Google, Alipay, Tencent...) et les innovations en matière de réseaux de paiement vont sévèrement concurrencer les acteurs établis du monde financier, avec cet avantage incomparable pour les nouveaux venus : la fréquentation quotidienne de leurs services autres par les consommateurs et la connaissance intime de leurs habitudes, achats...

Dans le domaine des systèmes d'information, les solutions en mode *cloud* – dont les acteurs-clé sont aujourd'hui Microsoft, Google et Amazon Web Services (AWS) - donnent à leurs concepteurs un pouvoir très fort, car elles deviennent les outils par défaut pour les développeurs informatiques, pour les applications : des sommes gigantesques de données transitent par ces systèmes, qui façonnent l'environnement informatique de toute l'économie. Dans ce contexte, les appels à la souveraineté numérique se multiplient, comme en octobre 2019 dans un rapport du Sénat français¹².

Le succès absolument phénoménal d'AWS est encore

12 http://www.senat.fr/commission/enquete/souverainete_numerique.html

une fois emblématique. Voilà une entreprise qui est passée de 0 à 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 15 ans environ ! Cette accumulation de richesses irrigue d'autres secteurs : les gains engrangés par AWS permettent de financer le développement des infrastructures physiques logistiques d'Amazon. Alors que de nombreux observateurs doutent très fortement de la rentabilité de ses opérations logistiques, elles sont au cœur du succès d'Amazon auprès de ses clients particuliers. Une bonne partie des acteurs de la logistique et de la distribution essaie de s'aligner sur ce qui devient de nouveaux standards : selon nous, ce sera en pure perte, à la fois parce qu'aucun acteur n'aura les capacités suffisantes pour s'aligner, mais surtout parce que cela sera très difficilement rentable. En Chine, les géants de l'Internet dont Alibaba ont créé des écosystèmes d'entreprises logistiques et de transport qui couvrent le pays tout entier, qu'ils pilotent avec leurs systèmes d'information et qu'ils nourrissent avec les commandes générées par des dizaines de millions de clients sur leurs sites marchands.

Enfin, une autre infrastructure de l'économie au sens large, rarement évoquée, est la monnaie. Souvent considérée comme « neutre » dans la théorie économique, elle est en réalité une composante centrale de l'économie et un attribut crucial de la souveraineté

d'un Etat. L'histoire n'est pas nouvelle et la position du Général de Gaulle sur la prééminence du dollar est bien connue. De nouveau, les opportunités créées par le digital peuvent empiéter sur l'un des derniers domaines non disputés de la souveraineté d'un Etat : la fonction régaliennne de battre monnaie. Plus encore que pour le *bitcoin*, qui reste dans une certaine mesure non-systémique, l'Union Européenne a réagi très rapidement pour condamner et interdire le projet de création d'une monnaie par Facebook, le libra.

Ces quelques exemples illustrent les enjeux de pouvoir et de richesse que représentent les infrastructures du commerce international. Si les Etats en sont les acteurs centraux, quelques entreprises géantes de l'Internet commencent à prendre une ampleur telle qu'elles entrent dans le monde des infrastructures physiques - notamment de la logistique et du transport - et des transactions financières. Flux physiques, flux d'information, flux financiers : une poignée d'acteurs géants, privés, qu'ils soient influencés ou non par leur Etat, sont en passe de réunir entre leurs mains les 3 flux constitutifs du commerce.

L'articulation Etat / entreprises, essentielle à la prospérité

Dans la guerre économique systémique, l'enjeu de la création et de la captation de la valeur est au cœur de la relation entre deux types d'organisations principales, les Etats et les entreprises. L'exercice de la souveraineté couplée intelligemment aux champs d'action et aux besoins des entreprises peut, en prenant diverses formes plus ou moins sophistiquées ou directes, générer de la richesse pour un Etat et ses entreprises. Nous avons décrit comment les entreprises privées du digital ont révolutionné les mécanismes de création et d'accumulation de richesses et les défis qu'elles représentent pour les Etats. Enfin, l'émergence de nouvelles puissances économiques et de nouvelles technologies bouleversent le paysage des infrastructures du commerce international. Nul doute que l'on est au début de luttes intenses sur ces sujets. L'enjeu est finalement celui de la création de rente et le contrôle des flux physiques, financiers et d'information du commerce.

En termes concrets, pour les Etats, en mode défensif, un enjeu majeur est de comprendre comment de la valeur peut être captée par d'autres acteurs privés ou publics en contournant ses règles. Et surtout de faire en sorte que cela ne se produise pas. Pour les entreprises,

il s'agit de diagnostiquer l'ensemble de leur chaîne de valeur, des matières premières à la vente, pour identifier les domaines dans lesquels elles seraient par trop dépendantes. Il s'agit alors de limiter la dépendance ou de s'en extraire, si possible.

Et la posture offensive ? Elle verra un Etat ou un groupe d'Etats (l'Union Européenne ?) et ses entreprises définir ensemble leurs valeurs, leurs objectifs et intérêts ainsi que les actions à prendre pour créer la richesse et traiter les dépendances. La crise économique qui s'annonce rend urgent ce travail de diagnostic et d'alignement. Si la forme d'organisation de l'entreprise reste la source principale de création de richesse dans le système économique actuel, elle ne peut pas prospérer sans une compréhension aigüe des enjeux de souveraineté des pays dans lesquels elle souhaite vendre. Quand elle analyse ses compétiteurs, elle doit percevoir l'appui qu'ils reçoivent et l'importance qu'ils représentent pour leurs Etats respectifs. L'articulation entre Etat et entreprise est au cœur de la création de richesse, elle doit être forte, structurée, stratégique. Dans un contexte de guerre économique systémique, caricaturer les notions de souveraineté et d'entrepreneuriat, opposer Etat et entreprises n'est plus simplement une erreur idéologique ou un anachronisme, c'est devenu un péril mortel.

EGE Ecole de Guerre
Economique

EGE Ecole de Guerre
Economique



**La Chine communiste
est-elle devenue
une puissance dangereuse
du temps de paix ?**

Mai 2020

**MAI
2020**

La Chine communiste est-elle devenue dangereuse en temps de paix ?

La Chine est-elle en train de devenir une puissance dangereuse ?

Résumé de l'étude¹ réalisée au printemps 2020
par la SIE 23 de l'Ecole de Guerre Economique.

CAHIERS
DE LA
GUERRE ECONOMIQUE

Adeptes de la guerre confuse, prônant la saisie d'opportunités², comme de la guerre combinée hors limite³ qui transcende les milieux, la Chine n'a pas hésité à user de ces différents modes d'action dans la gestion de la crise sans précédent causé par la pandémie du COVID-19. Portée par une propagande parfaitement ciselée, la stratégie de l'Empire du milieu, s'est, dans ce contexte, une fois de plus, révélée d'une redoutable efficacité.

Celle-ci signe l'extraordinaire capacité de conquête d'espaces lacunaires, commerciaux comme sanitaires ou encore sécuritaires d'une Chine présente sur tous les fronts et en lien avec toutes les aires géographiques où se déversent ses productions autant que son inexorable influence mondialisée.

Les faiblesses d'une tentative de suprématie sur le monde

Dans sa volonté de conquête, la Chine s'est affranchie d'un certain nombre de règles pour imposer ses pratiques à ses partenaires. Qu'il s'agisse de normes sanitaires, d'arbitrages politiques ou encore de

² Source : auteur inconnu, *Les 36 stratagèmes. Manuel secret de l'art de la guerre*, Paris, éd. Payot, Rivages poche, 2011.

³ Source : Q.Liang, W. Xiangsui, *La guerre hors limites*; Paris, éd. Payot, Rivages poche, 2009.

choix technologiques, ses orientations la conduisent inexorablement, certes à étendre sa suprématie, mais aussi à diffuser à large spectre les effets de ses faiblesses.

Depuis de nombreux mois, le Parti Communiste Chinois (PCC) fait face à des vagues de contestation de ses citoyens opposés aux postures gouvernementales, sur des sujets sociaux et politiques. Fervent adepte du fait de museler l'opposition intérieure, le PCC n'a pas hésité à recourir à la censure et à la répression à l'encontre de ses dissidents. La crise du Covid-19 est une opportunité pour le PCC de renforcer le contrôle sur sa population en poursuivant, cette fois-ci, un double objectif : d'abord, occulter sa responsabilité et ses manquements dans la propagation et la gestion de la pandémie, ensuite, se hisser au rang de héros dans le combat contre le Covid-19 sur la scène internationale.

Dans ce contexte, le PCC n'a d'autres choix que d'engager une diplomatie de la réécriture de l'Histoire à l'échelle internationale pour garder la tête haute et préserver son image de sauveur du monde. De nombreuses fausses informations ont été avancées par la Chine afin de se dédouaner de sa responsabilité. L'évocation, par le porte-parole du gouvernement chinois, d'un virus importé depuis les États-Unis par une délégation de militaires américains venue participer à une rencontre sportive

illustre parfaitement cette guerre informationnelle.

Elle dépasse d'ailleurs le seul cadre domestique car le gouvernement chinois non seulement désinforme son peuple mais aussi l'Organisation Mondiale de la Santé et la communauté internationale. Cela a eu de graves répercussions car les informations erronées n'ont pas permis aux États de se préparer à la crise. Par sa prétention, son inconscience et son irresponsabilité, la Chine s'est enfoncée dans un piège abscons provoquant un cataclysme sanitaire et économique mondial, qu'elle est aujourd'hui incapable de résoudre.

Bien qu'au travers de sa gestion du Covid-19, le système de santé chinois a su montrer sa capacité de transformation et d'amélioration par rapport à la crise du SRAS de 2003, il n'en reste pas moins fragile et largement perfectible.

La démonstration par l'absurde de l'incohérence sanitaire chinoise

En effet, dans un rapport⁴ datant 2008, des médecins chinois mettaient en avant des problèmes qui n'ont toujours pas été solutionnés, comme notamment le manque de communication entre les hôpitaux ou les faibles capacités d'analyse des pathologies des

⁴ <https://www.kea-partners.com/metier/savoir-faire/sectoriels/assurance/sante-en-chine-1-lacces-aux-medecins-et-aux-soins>

laboratoires chinois. Par ailleurs, ce système de santé est miné par une corruption étatique très forte dans le but de garder la main sur le personnel soignant et son efficacité. En revanche cette emprise gouvernementale est telle qu'elle empêche la diffusion claire et précise d'informations permettant d'endiguer l'apparition d'une nouvelle maladie, ce qui porte un coup dur à la capacité de réaction du système.

La construction en dix jours d'un hôpital a mis en lumière deux éléments : le recours éhonté à une stratégie de communication d'influence et un monceau de défaillances techniques. En effet, cette construction est moins une prouesse technique qu'un produit « *made in china* », dans ce que cela comporte de moins efficient. De nombreuses déclarations le confirment, l'hôpital regorge de défaillances et de malfaçons. A peine un lit sur deux peut accueillir des patients. Par ailleurs, a également été mis en exergue lors de cette crise, le fait que les centres de soins, en Chine, n'étaient pas en capacité d'absorber un grand nombre de patients. Ce phénomène est perceptible au travers des chiffres de victimes avancés par le gouvernement tout au long de la crise. Le manque de résilience des services de santé chinois a donc joué un rôle essentiel dans la diffusion de l'épidémie.

Ainsi, si la Chine a engagé des programmes très

ambitieux pour améliorer son système de santé, en alliant la technique, la science et une logique de puissance à l'international et malgré la mise en œuvre de différentes stratégies, comme le « *Healthy China* » et de grandes ambitions, son système de santé reste extrêmement fragile. Ce constat est d'autant plus grave que les vulnérabilités sanitaires chinoises couplées à des choix politiques et scientifiques hasardeux ont des retentissements mondiaux comme le prouve la crise actuelle.

Si la Chine est coupable d'avoir négligé la prévention après l'épidémie de SRAS et de n'avoir pas assez fait pour endiguer le covid-19 à son départ, la pandémie actuelle révèle des failles systémiques plus profondes. L'héritage maoïste poussant à museler les voix dissidentes et à vouloir propager les valeurs antioccidentales ont fait des ravages.

La continuité maoïste dans la volonté de dépasser le modèle capitaliste

Les réminiscences du maoïsme dans la gestion actuelle de la crise du covid-19, et plus généralement dans l'organisation de l'appareil d'État chinois, ont contribué à l'aggravation de la pandémie actuelle. La volonté de Xi Jinping de centraliser le pouvoir au sein du parti et

de subordonner systématiquement les élites locales au pouvoir central ont été battues en brèche. Forte d'un système de contrôle des pensées rendu particulièrement performant par le numérique, la Chine pensait, comme à l'époque de Mao, prouver au monde la supériorité de son mode de gouvernance et de ses valeurs sur ceux des occidentaux. Pourtant l'appareil de terreur d'État, dont le but initial était de museler l'opposition, a, cette fois aussi, muselé ceux qui ont lancé l'alerte sur le covid-19. En témoignent les nombreuses disparitions de médecins, hommes d'affaires, journalistes ou avocats. L'héritage maoïste se compte donc désormais en morts, tant le système politique chinois utilise avec une ressemblance frappante les techniques utilisées lors de la famine qui tua des millions de personnes lors du grand bond en avant. Qui-plus-est, loin de s'atteler à contrôler sa seule population, la Chine cherche également à influencer sur les décisions prises et les informations reçues par l'Occident et à exporter son modèle à l'étranger.

Le pouvoir subversif de la guerre de l'information

La Chine n'excelle pas seulement dans la propagande à destination de sa propre population. Elle mène, y compris en dehors de toute question sanitaire, une véritable guerre de l'information, dont le but est de servir ses

intérêts financiers et politiques à l'étranger. À cet égard, elle utilise plusieurs techniques : le silence, notamment auprès de l'OMS, les mensonges, sur sa prétendue bonne volonté en matière d'écologie et contredite par les observations sur le terrain, les approximations volontaires ou mensonges par omission, concernant par exemple le nombre de décès du covid-19, l'accusation directe, en témoigne la lettre de l'ambassadeur de Chine en France qui a fait grand bruit, ou encore l'infiltration dans les sphères informationnelles et politiques, à l'instar des cooptations d'anciens élus et des cadeaux financiers aux partis politiques dénoncés par les gouvernements de Nouvelle Zélande et d'Australie. Cette guerre de l'information permet à la Chine de se présenter désormais comme le sauveur des hôpitaux occidentaux débordés, comme la solution miracle au mal qu'elle a engendré. Au-delà du covid-19, cette guerre de l'information permet de préparer le terrain pour la prédation économique que la Chine entend mener.

La Chine utilise sa puissance financière soit pour attirer les investissements étrangers, soit pour prêter ou investir dans des pays tiers et afin d'asseoir encore davantage son pouvoir sur ces derniers. Ainsi, le coût du travail et des taxes particulièrement bas dans les zones industrielles chinoises ont attiré les laboratoires pharmaceutiques européens. Or, en sus de la problématique de la

dépendance sanitaire ainsi générée, la Chine profite de la présence sur son sol de ces laboratoires pour s'inspirer librement de leurs meilleures molécules et technologies et les employer au profit de sa propre industrie pharmaceutique. À l'inverse, lors d'investissements chinois à l'étranger, la Chine fait du chantage aux pays insolvables à qui elle fournit des subsides afin de mettre en place des mesures politiques favorisant ses intérêts stratégiques. C'est ce qui est, par exemple, arrivé au Sri Lanka concernant le contrôle du port d'Hambantota. Pourtant, peu de voix s'élèvent contre cette prédation économique rampante que met en place la Chine depuis de nombreuses années. Preuve que la guerre de l'information avait jusqu'alors fonctionné.

Le pyromane se transforme en pompier

Ainsi, l'apparition du covid-19 et sa propagation auront-elles été assurément favorisées par un régime chinois s'affranchissant des règles internationales élémentaires de santé publique et qui aura donné la priorité, en toute connaissance de cause, et malgré les expériences passées, à la dissimulation des failles ou des lacunes de son système de santé, au mépris des intérêts de son peuple et de ceux la communauté internationale tout entière.

Il aura, pour ce faire, déployé tout l'arsenal des techniques de guerre de l'information héritées des pratiques de préservation et de domination du Parti Communiste Chinois (PCC), en cherchant par tout moyen, à légitimer son emprise sur la société chinoise, tout en s'érigeant en donneur de leçons, sur la scène internationale.

Ainsi, l'héritage maoïste, tant qu'il ne sera pas renié, condamne la Chine à réitérer les erreurs passées, en dépit du nombre de vies sacrifiées à la cause. Elle a mis en place un système de propagande interne et muselle systématique tout lanceur d'alerte, et conduit une guerre de l'information à l'international, couplée à une guerre commerciale sans merci. Agissant sur ces bases, le *soft power* de la Chine lui permet un accaparement des ressources européennes ou encore africaines autant qu'une mise en dépendance de nos propres industries qui s'apparente sans conteste à un véritable déni de souveraineté.

Ainsi que cela a été présenté plus avant, le projet chinois de redevenir une puissance mondiale majeure sur l'échiquier géopolitique ne pouvait se faire sans compter sur une économie stable et conquérante. La Chine a donc mis en œuvre une véritable économie de guerre pour atteindre cet objectif.

La Chine a su faire la démonstration de son incroyable

soft power sanitaire dans cette crise du covid-19, par sa « diplomatie du masque » ou encore en communiquant largement sur sa capacité de mobilisation en construisant un hôpital en 10 jours. Néanmoins, ce *soft power* mis en lumière ces dernières semaines par le traitement informationnel de la pandémie, est à l'œuvre depuis bien des années. Ce phénomène se traduit particulièrement dans le poids croissant consenti à l'Empire du milieu dans les instances internationales. Ainsi, la Chine pèse-t-elle de tout son poids sur l'OMS, du fait de sa démographie, forte de près 1,5 milliard de personnes, mais aussi de son essor technologique.

L'encerclement cognitif par le numérique

L'analyse de ce dernier point est particulièrement intéressante. En effet, la Chine est le premier pays à utiliser de façon aussi massive les données personnelles de ses concitoyens à des fins d'analyse. Pour ce faire, le gouvernement chinois s'emploie à bâtir de véritables géants technologiques tels que Huawei ou Alibaba dont l'Etat demeure le premier client. Or, ces entreprises, dotées d'importants moyens financiers et d'un vaste champ d'expérimentation, ont largement développé leurs connaissances en matière de santé. Elles ont, par ailleurs, su acquérir des parts de marché en Europe en formant des partenariats stratégiques tel que celui

passé avec l'entreprise Korian et le géant Huawei. Ainsi, le virage technologique emprunté par la Chine, en particulier en matière de e-santé, la place dans une situation où elle pourra très facilement mobiliser des milliards de données personnelles sur l'ensemble de la planète via des outils largement diffusés et sans que les pays où seront implantés ces technologies ne puissent exercer le moindre droit de regard.

Les risques sous-jacents à cet expansionnisme à marche forcée sont d'autant plus importants que L'Europe s'avère être en pleine désorganisation laquelle est largement profitable à la Chine. De fait, en Europe de nombreuses interrogations jaillissent notamment pour se demander pourquoi la Chine paraît avoir su gérer la crise plus rapidement et plus efficacement que le vieux continent. En effet, après avoir largement sous-estimé l'ampleur de la crise actuelle, les pays de l'Union Européenne se sont très vite retrouvés englués dans une situation qui demandait une coordination entre tous ses membres. Cette dernière n'ayant réussi à aboutir, a laissé un espace suffisant à la Chine pour venir distiller son *softpower*. A l'heure où l'Italie souffrait d'un manque de masques et de professionnels de santé, la Chine a réagi la première, avant l'Europe. Cette aide n'est pas anodine, car l'Italie, rappelons-le, est le premier pays du G7 à avoir signé un partenariat stratégique avec la Chine sur le projet « *One*

Belt, One Road », les nouvelles routes de la soie.

La volonté de faire dépendre le monde de son économie

L'Europe n'est pas le seul objectif commercial et économique de la Chine, loin de là. L'Afrique représente pour la Chine un enjeu majeur. En effet, le continent Africain est à la fois un marché où beaucoup d'infrastructures restent à bâtir et de services à développer, souvent vierge de technologie ou, encore, fortement dépendante des exportations de produits manufacturés. Toutefois, il n'en constitue pas moins un fournisseur capital de matières premières pour le pays de Xi Jinping. C'est le cas notamment, des terres rares. Ces matériaux sont essentiels à la production d'une majeure partie de nos objets technologiques. Or, comme leur nom l'indique, ces métaux sont rares et leur extraction n'est ni aisée, ni écologique, bien au contraire. Les sols africains sont un espace de conquête nécessaire à l'assise technologique chinoise. La Chine n'hésite donc pas à déployer les moyens d'influence nécessaires sur le continent africain, y compris en jouant sur la thématique postcoloniale pour dénoncer la pertinence des alliances historiques entre l'Europe et le continent africain.

Signe d'une stratégie à large spectre, les deux axes

décrits ci-dessus, européens et africains, sont le cœur même du projet « One Belt, One Road ». La philosophie de ces nouvelles routes de la soie est bien éloignée cependant de celle de ses ancêtres du XIV^{ème} siècle. Si, à l'époque, elles avaient vocation à l'échange, cette fois-ci il n'en est rien ou du moins pas dans des proportions équitables. Ces nouveaux chemins du commerce vont servir à la Chine pour acheminer plus facilement les ressources dont elle a besoin pour produire, et ensuite pour redistribuer ses produits dans le monde entier.

Or, pour construire ces nouvelles routes de la soie, la Chine n'hésite pas à employer des moyens peu louables. Le port et l'aéroport d'Hambantota au Sri Lanka en est l'exemple parfait : sous couvert de prêts financiers à des pays qui ne seront pas en mesure de rembourser, la Chine négocie alors le contrôle et la gestion de points névralgiques commerciaux. Ce fut également le cas du port du Pirée en Grèce.

Enfin, la puissance commerciale ne peut croître si la puissance militaire ne croît pas en parallèle. La Chine l'a bien compris et utilise ses nouvelles routes de la soie pour construire des bases militaires, notamment en Afrique, afin de faire valoir ses droits face à son rival américain risquant ainsi la genèse d'un nouvel affrontement de blocs à l'échelle mondiale.

Ces mécanismes et ressorts, outre la crise conjoncturelle, sont prégnants dans la stratégie globale d'expansion économique et de vassalisation de la Chine, dont l'unique objectif est de placer sous influence, voire sous dépendance, son environnement, notamment par la mise en place des nouvelles routes de la soie.

Malgré ses manœuvres de communication grossières et les manipulations récurrentes de l'information dont il se rend coupable, le PCC ne peut masquer le fait qu'il ne sait pas et ne veut pas se remettre en cause et tirer les enseignements des échecs passés ! La stabilité de son pouvoir et sa pérennité sont à ce prix.

La dangerosité potentielle d'un Etat totalitaire qui ne sait pas reconnaître ses erreurs

Dès lors, comment assurer qu'une nouvelle catastrophe, qu'elle soit sanitaire, environnementale ou bien encore industrielle, aux conséquences internationales, ne se reproduira pas ? Comment le PCC et le gouvernement chinois peuvent-ils nous garantir que leur quête sans fin, de légitimité via une image de régime responsable, saura désormais, tout en s'affranchissant des mensonges et des manœuvres d'influence dissimulées, nous prémunir de nouveaux périls ?

A l'évidence, le PCC et le gouvernement chinois ne le peuvent et ne le veulent pas car c'est bien cette rigidité et cette obstination qui caractérise l'ADN de ce mode de gouvernance et c'est la raison principale pour laquelle la Chine doit désormais être considérée comme une puissance dangereuse.

- MBA1 alternance **Risques et Intelligence économique (RIE)**
- MBA2 alternance **Risques, Sûreté Internationale et Cybersécurité (RSIC)**
- MBA2 plein temps **Stratégie et Intelligence économique (SIE)**
- Executive MBA **Management stratégique et intelligence économique (MSIE)**
- Executive MBA **Management des Risques Sûreté Internationale et Cybersécurité (MRSIC)**
- Executive MBA **Intelligence Juridique (IJ)**
- Executive Formation **Stratégies d'Entreprise, Gouvernance des Organisations et Résilience (SEGOR)**
- Certificat Online **Intelligence Economique (OIE)**



Ecole de Guerre Economique
196, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. 01 45 51 00 02

Directeur de la publication : Christian HARBULOT
Secrétaire Général : Bartol ZIVKOVIC
Assistance à l'écriture et l'édition : L'Agence Les Influences
23, rue Bénard- 75014 Paris
Conception - édition : Emmanuel Thiburs, Valérie Chesselet

« La guerre économique systémique est un mode de domination qui évite de recourir à l'usage de la puissance militaire pour imposer une suprématie durable. Il ne s'agit plus de soumettre l'autre par la force mais de le rendre dépendant par la technologie ».